

# L'Estuaire

Revue d'histoire des pays de l'estuaire du Saint-Laurent

Numéro 64, juin 2004 9,95\$

**L'hébergement à Cacouna**

**L'imaginaire en histoire maritime**

**Mgr Courchesne et la forêt**

**Les gardiens de phare du Rocher-Maudit**

**Les fours à chaux**



*Musée du Bas-Saint-Laurent, Rivière-du-Loup  
Fonds Belle-Lavoie, Hôtel Dufferin 1963*

## L'Estuaire

Revue d'histoire des pays de l'estuaire  
du Saint-Laurent  
(Auparavant *Revue d'histoire  
du Bas-Saint-Laurent*)

Publiée deux fois l'an par le GRIDEQ de  
l'Université du Québec à Rimouski (le  
Groupe de recherche interdisciplinaire  
sur le développement régional, de l'Est  
du Québec) et la Société d'histoire du  
Bas-Saint-Laurent.

Comité de rédaction:

Paul LAROCQUE, historien

Jean LARRIVÉE, agent de recherche au  
GRIDEQ

Pierre COLLINS, archiviste à la biblio-  
thèque de l'UQAR

Graphiste: Richard FOURNIER, Service  
des communications UQAR

Traitement de texte et édition: Jean  
LARRIVÉE

Relecture: Paul LAROCQUE

Impression:

Transcontinental Impression

Impression des Associés (Rimouski)

Politique rédactionnelle:

Les personnes intéressées à publier  
des articles, notes de recherche, notes  
biographiques ou comptes rendus  
peuvent faire parvenir leurs manu-  
scrits ou disquettes (WORD PC) en  
tout temps. Les textes devront être sur  
un format 8,5 x 11 à double interligne  
avec un maximum de 15 pages.

Il n'est pas nécessaire d'être un spé-  
cialiste pour publier dans la revue  
*L'Estuaire*. Le comité de rédaction peut,  
dans certains cas, assurer un support  
technique aux auteurs. Les textes sont  
lus par le comité et recommandés,  
selon le cas pour publication. Les  
auteurs demeurent cependant respon-  
sables du contenu de leurs textes. Une  
invitation cordiale est faite aux  
intéressés.

Dépôts légaux:

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN-1484-6969

© Tous droits réservés, L'Estuaire,  
2004

La reproduction des textes et des pho-  
tographies est interdite sans la permis-  
sion du Comité de la revue

Photographie de la page couverture:  
l'hôtel *Dufferin House* de Cacouna, vers  
1903 (Musée du Bas-Saint-Laurent,  
fonds Belle-Lavoie).

## Sommaire

L'Estuaire  
Numéro 64, juin 2004

	Page
<b>Éditorial</b> .....	2
<i>Paul LAROCQUE</i>	
<b>L'hébergement à Cacouna, de la colonisation à la villégiature</b> .....	3
<i>Lynda DIONNE et Georges PELLETIER</i>	
<b>Paul Raymond: les multiples métiers d'un Matapédien en exil</b> .....	11
<i>Annie MARCOUX</i>	
<b>L'imaginaire en histoire maritime.</b>	
<b>De la rumeur à la légende – De l'agrément de l'esprit à l'outil de défense</b>	13
<i>Mario MIMEAULT</i>	
<b>Mgr Courchesne et l'exploitation forestière au Bas-Saint-Laurent</b> ....	16
<i>Maude FLAMAND-HUBERT, en collaboration avec Jean LARRIVÉE</i>	
<b>Les familles Saint-Laurent de la région rimouskoise</b> .....	22
<i>Béatrice CHASSÉ</i>	
<b>La religion de mon enfance</b> .....	23
<i>Jean-Yves THÉRIAULT</i>	
<b>Lettres anciennes: Une famille de Grand-Métis en deuil (1907-1908)</b> ...	26
<i>Jean LARRIVÉE</i>	
<b>Léon Provancher, 4e curé de L'Isle-Verte (1852-1854)</b> .....	28
<i>Emmanuel RIOUX</i>	
<b>Les gardiens de phare du Rocher-Maudit</b> .....	29
<i>Philippe LAFERRIÈRE</i>	
<b>Les fours à chaux du Bas-Saint-Laurent</b> .....	32
<i>Émilie DEVOE</i>	
<b>Vieux écrits:</b> .....	39
<i>Jacquot Hugues</i>	
<b>Nouvelles brèves</b> .....	40
<i>Euchariste MORIN et Jean LARRIVÉE</i>	
<b>Livres à lire</b> .....	42
<i>Jean LARRIVÉE</i>	

### Pour s'abonner à la Revue en 2004

(un numéro)

Individu	15 \$	Individu (soutien)	20 \$
Institution	25 \$	Institution (soutien)	35 \$

Faire votre chèque au nom de

**La Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent**

et expédiez votre commande à:

Pierre Collins 300, allée des Ursulines

Rimouski, Québec, G5L 3A1

418-723-1986 poste 1669

[pierre\\_collins@uqar.qc.ca](mailto:pierre_collins@uqar.qc.ca)

Visitez notre site WEB: <http://www3.uqar.qc.ca/grideq/>

C'est avec beaucoup de satisfaction que nous procédons à la diffusion du présent numéro de la revue *L'Estuaire*, au terme de plusieurs mois (vous le savez sans doute, il n'y a pas eu de livraison en janvier 2004) qui nous auront permis de retrouver notre souffle, de refaire le plein de textes et d'écouler avec succès notre second cahier thématique (*Rimouski et son île*). Il est peut-être nécessaire de rappeler que la revue est portée par des bénévoles et qu'aucune subvention ne lui est octroyée.



## Éditorial

Dans les pages qui suivent, vous apprendrez sans doute avec plaisir comment le village de Cacouna est devenu au XIX<sup>e</sup> siècle un centre d'hébergement pour des milliers de visiteurs venus de tous les horizons. Vous plongerez au cœur de la problématique forestière qui a tellement agité les esprits pendant la période de l'entre-deux guerres. Vous lirez un témoignage unique et touchant à propos de la religion extrêmement ritualisée qui a marqué la jeunesse des Bas-laurentiens jusqu'à l'orée des années 1960. Vous serez en mesure de constater une fois de plus à quel point un peu de chaleur humaine s'avère indispensable lorsqu'il faut porter le deuil. Vous serez également invités à vous tourner vers la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, régions maritimes où se confondent souvent réalité et fiction.

À l'instar de certains de nos collaborateurs, auriez-vous le goût de fouiller dans vos papiers de famille, d'aviver vos souvenirs et de nous les raconter? N'hésitez surtout pas à entrer en contact avec nous. Notre entière collaboration vous est acquise. C'est d'ailleurs là une des raisons d'être de la revue...

Au plaisir d'avoir de vos nouvelles! Nous vous souhaitons un été ensoleillé.

**Paul LAROCQUE**

Pour Pierre Collins et Jean Larrivée du comité de rédaction

# L'hébergement à Cacouna, de la colonisation à la villégiature

Lynda DIONNE et Georges PELLETIER

D'une époque à l'autre, les abords du fleuve Saint-Laurent furent fréquentés par différents voyageurs. Lors de l'ouverture des terres, les premiers colons arrivèrent en canot ou en goélette à voiles avec leurs biens. Les habitants déjà installés accueillirent les nouveaux arrivants dans leurs demeures, le temps nécessaire à la construction d'une première maison. Puis des aubergistes offrirent aux passants le couvert, le coucher et une place à l'étable pour les chevaux. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'eau salée et ses bienfaits sur la santé firent venir des familles aisées qui s'installèrent dans des petits hôtels de campagne et des pensions de famille. La navigation à vapeur et le chemin de fer améliorèrent les déplacements vers les stations balnéaires. Ainsi, à chaque été, les citadins de Québec et Montréal migraient de plus en plus nombreux vers le Bas du Fleuve. On construisit de grands hôtels pour les accueillir. Entre 1765 et 1900, l'hébergement à Cacouna se modifia et s'adapta aux besoins des voyageurs.

## Cacouna, l'ouverture des terres

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les premières personnes à s'aventurer à Cacouna cherchaient une terre à défricher pour établir leurs familles. Au cours des années, un sentier vint à se tracer le long du Saint-Lau-

rent et en 1798, à la demande des habitants, le *grand voyer* Gabriel E. Taschereau en fixa le parcours<sup>1</sup>. Sur ce chemin Royal du premier rang entretenu par chaque tenancier de lots, des relais de poste étaient distribués régulièrement à chaque lieu. Le postillon, accompagné parfois d'un passager, pouvait s'arrêter, déposer et récupérer le courrier, prendre un répit et faire reposer son cheval.

Dès 1787, certains voyageurs s'arrêtaient à la maison de Pierre Sirois dit Duplessis construite sur une terre située en face de la pointe est de l'île de Cacona (Gros-Cacouna). Ce dernier était capitaine de milice et occupait le poste le plus important de l'endroit avant l'instauration des conseils municipaux en 1845 et 1855. Comme sa demeure servit pendant quelques années de relais de poste<sup>2</sup>, le capitaine Sirois pouvait héberger les nouveaux arrivants et les passants (marchand, cordonnier ou notaire itinérant).

Certains colons pensionnaient chez un parent ou un habitant le temps de se bâtir une maison.

## De 1816 à 1842, les auberges de Cacouna

Avec la construction de la première chapelle en 1810, artisans, marchands, notables et aubergistes s'établirent à l'ombre de son clocher. Dans cette bourgade s'installa Fabien Michaud, originaire de Kamouraska. En 1816, avec l'assentiment du curé de Cacouna, il avait obtenu du gouvernement la première licence d'aubergiste<sup>3</sup>. Dans cette maison d'*«entretien public»*, il disposait de quatre lits pour les voyageurs et de six places pour leurs chevaux. Un peu plus à l'est du village, sur le chemin Royal du premier rang, le marchand Simon Gervais, dit Talbot, vendait ses produits, commerçait sur le bois et la chaux, tout en offrant également le gîte, le couvert et des «liqueurs fortes» aux clients. Entre 1822 et 1830, Simon<sup>4</sup>, aidé de son frère Louis, tint une auberge tout près de Gros-

Cacouna. À la sortie de la route à Bondance qui allait au deuxième rang<sup>5</sup>, un aubergiste, Joseph Gagnon, ne servait pas de spiritueux puisqu'il n'avait pas de permis mais disposait de chambres et, si nécessaire, d'un abri pour les chevaux.

À l'époque, une personne qui voulait devenir aubergiste devait obtenir l'approbation



La plage de Cacouna vers 1890. Archives nationales du Québec, Québec. (Photo: Livernois, P560/n-675-42).



écrite du curé et d'un personnage bien en vue pour prouver son intégrité et sa bonne qualité. Le gouvernement, après paiement du permis, lui allouait une licence avec certaines restrictions. Le permis suivant nous en décrit la formulation:

*Une licence pour tenir une maison d'entretien public et détailler des liqueurs spiritueuses (du vin, de l'eau de vie, du rum ou autres liqueurs fortes) et que le dit tenancier, fasse tout en lui pour maintenir la paix et une maison bien réglée dans la dite paroisse de Kakouna et ne vende pas sciemment de liqueurs spiritueuses pendant le service Divin les dimanches ou fêtes, excepté pour l'usage des malades, ou des voyageurs n'étant pas des personnes ayant leur résidence ou demeure dans la dite paroisse, ou la paroisse ou le lieu voisin, et ne souffre qu'aucun matelot, soldat, apprenti, domestique, ou mineurs, restent à se divertir ou à boire dans sa maison, après sept heures du soir en hiver et après neuf heures du soir en été...*<sup>6</sup>

Avant 1840, c'étaient des marchands qui tinrent le plus souvent des auberges sous le même toit que leur commerce. Ainsi, en 1831, le marchand Élie Martin s'installa sur le chemin Royal du premier rang, tout près de la Fontaine Claire<sup>7</sup>, et devint aubergiste en 1838-1839<sup>8</sup>.

Ces auberges n'étaient pas uniquement un lieu de repos mais également un endroit de rencontre et d'échange. Le marchand ambulant y déballait ses produits déchargés de la goélette mise à sec dans l'anse de la Fontaine Claire. Il demeurait là deux à trois



Maison de l'agriculteur Fabien Guérette dit Dumont, servit de maison-hôtel, aujourd'hui déplacée au 337 rue St-Georges. (Photo: René Viel vers 1960).

jours ou plus parfois, le temps de troquer ou d'acheter de l'agriculteur ses surplus de grains, un veau, des poules, un mouton ou de la fourrure et d'offrir d'autres marchandises en retour (des chaudrons, du café, du tabac, de la mélasse, de la véselle, des bas coton, des draps, des camisol, etc.). Après avoir chargé ses nouvelles acquisitions sur le bateau, le marchand allait continuer son commerce plus bas, dans une autre paroisse. Son prochain arrêt était l'auberge de Louis Bertrand et plus tard celle d'un nommé Couture de L'Isle-Verte<sup>9</sup>.

Certains établissements près des ports de chargement étaient

fréquentés par des équipages de bateaux. Ainsi, au large de la Pointe, des voiliers venaient charger du bois scié au moulin de la grande chute de Rivière-du-Loup. Pendant l'arrimage du bois, les capitaines des bateaux se rendaient à terre et se logeaient chez Jean-Baptiste Lucas, tandis que les marins venaient y boire une chopine. Dans l'Anse-au-Persil, ce cabaretier se disait de Cacouna. Ce dernier ouvrit son auberge en 1825 et offrit le gîte (4 lits) et le

couvert ainsi que la place dans son écurie pour accueillir 9 chevaux<sup>10</sup>. Construite de pièces sur pièces de 40 pieds de long sur 26 pieds de large, sa maison, finie en bardeaux et peinte en rouge, ne passait sûrement pas inaperçue sur la route et se voyait même du fleuve<sup>11</sup>.

#### Le Canadien

**MAISON DE BAINS A KAKOUNA.**  
**LE** soussigné informe son amis et le public qu'il a établi une maison de bain dans la partie la plus pittoresque de la paroisse de Kakouna. L'auberge est très-facile, et la commodité pour les voyageurs et les malades est plus grande que dans aucun autre établissement de ce genre sur le côté sud du fleuve.  
**ABRAHAM PELLETIER.**  
 Kakouna, 30 juillet 1845. 30-1m

#### Les années 1840, Cacouna, «place d'eau»

Entre 1830 et 1840, il y eut de nombreuses épidémies de typhus et de choléra asiatique qui affectèrent surtout Québec et Montréal où beaucoup d'immigrants débarquèrent. De plus, la chaleur en été et le manque de systèmes sanitaires rendaient la vie en ville insupportable. Certaines familles aisées fuirent les villes et se rendirent, en premier lieu par bateaux à voile, puis à bord de vapeurs, dans



Hôtel de Kakouna construit en 1852-1853, au cours des années porta le nom de St. George's Hotel, Jean's Hotel, Kakouna Hotel et Mansion House (vers 1890). (Société d'histoire et de généalogie de Rivière-du-Loup).

les campagnes de notre région (Kamouraska, La Malbaie, Rivière-du-Loup et Cacouna). Ces endroits étaient recherchés pour leurs bains d'eau salée bénéfiques pour la santé (prendre les eaux) et aussi pour le climat frais qu'on y trouvait durant les mois d'été. À partir de 1842, les déplacements à destination de Rivière-du-Loup et Cacouna furent grandement facilités par l'implantation de la navigation à vapeur. Les bateaux de la Ligne du Saguenay (Salt Water Line) offrirent un service régulier aux «placés d'eau»<sup>12</sup>.

La venue de ces visiteurs obligea les habitants à développer une forme d'hébergement particulier en louant leurs maisons pour un mois ou pour la saison d'été et en demeurant tout près avec leurs familles dans le fournil (ou la petite maison). Les auberges ne purent suffire à la demande, de nouvelles pensions et de petits hôtels furent aménagés dans certaines maisons.

#### Première pension et hôtel

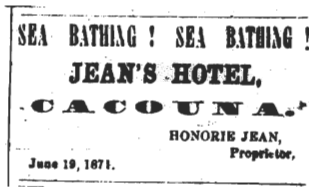
Les gens qui avaient des problèmes de santé se rendaient à Cacouna prendre du repos et des bains d'eau salée qui, selon la croyance, redonnaient la santé. D'ailleurs, un médecin réputé de Montréal, George W. Campbell, en vanta les vertus puisque sa femme fut guérie après un séjour dans ce petit village<sup>13</sup>. Cet intérêt pour la santé donna l'idée, en 1845, à Abraham Pelletier, marchand-agriculteur, d'ouvrir au centre du village une pension dans sa grande maison construite 12 ans plus tôt. Afin d'attirer sa clientèle, ce dernier annonça dans le journal *Le Canadien*, son établisse-



Maison construite par Adolphe Sirois en 1861, connue comme le Cacouna House, 37 Principale Ouest. (Collection Jacques Michaud ptre).

ment comme une *Maison de bains* pour accueillir les voyageurs et les malades. Toutefois, Monsieur Pelletier laissa à son épouse, Marguerite Leclerc dit Francœur, le

#### Quebec Gazette



soin d'accueillir à chaque été une vingtaine de pensionnaires<sup>14</sup>. Durant près de trente ans, leur maison de pension fut surtout connue auprès des vacanciers comme «Mrs. Pelletier's Boarding House»<sup>15</sup>.



L'une des 52 maisons de ferme louées à tous les étés par des familles d'estrivants durant la saison des étrangers. (Collection Jacques Michaud ptre).

Un autre aubergiste vanta également l'endroit comme le plus sain pour se loger durant la période de l'été, en particulier pour les personnes de santé délicate et les invalides. En 1846, Thomas Ely avait loué à Cacouna une maison contenant 6 pièces au rez-de-chaussée et 7 chambres à l'étage<sup>16</sup>. Cet Irlandais invita, par le biais des journaux, les gens à prendre pension au «St. George's Hotel».

Trois ans plus tard, l'hôtelier Ely acheta un ancien commerce abritant un magasin et une auberge, celui d'Élie Martin, qu'il transforma en pension pouvant accueillir environ 35 personnes<sup>17</sup>. Il offrit à sa table des produits locaux, principalement du poisson qu'il prenait dans ses pêches à fascines tendues près de la Fontaine Claire<sup>18</sup>. À son décès en 1870, ses enfants prirent la relève et s'occupèrent du *Ely's Boarding-house* pendant encore 20 ans<sup>19</sup>.

#### Les années 1850, Cacouna, station balnéaire

Durant les vacances des années 1850, Cacouna devint la principale destination pour de nombreuses familles. Grâce à ses belles plages et son climat sain, le petit village fut une station balnéaire très à la mode. On

estimait au début de la décennie que près de 600 personnes l'avaient fréquenté<sup>20</sup>. Pour accommoder tous ces vacanciers, les habitants agrandirent leurs demeures ou en construisirent de plus spacieuses. La plupart de ces maisons étaient ceinturées d'une galerie et leurs toits rehaussés d'un étage et percés de nombreuses lucarnes, donnant ainsi un plus grand nombre de chambres. Ce type d'hébergement transforma la

physionomie du village et les coutumes des gens. La venue de ces touristes était une manne pour les habitants. Ils ouvrirent de nouveaux commerces pour répondre aux besoins des visiteurs: magasins généraux, cordonneries, ateliers de couture, blanchisseries, etc.

D'autres personnes de l'extérieur profitèrent également de ce mouvement de foule pour faire de bonnes affaires. Des hôteliers de Montréal, de Québec, du Haut-Canada et surtout de Rivière-du-Loup vinrent s'accaparer d'une partie de la clientèle de

voyageurs. Ces derniers louèrent de grandes maisons qui devinrent, le temps d'un été, des petits hôtels offrant l'hébergement dans 5 à 8 chambres, une bonne table, des produits locaux (poissons), vins et boissons alcooliques de qualité et surtout la proximité de la plage. Les familles, en majorité anglophones, avaient le choix, en plus des pensions Pelletier et Ely, d'aller au *Kelly's Hotel*, au *Courberon Hotel*, au *Kakouna Hotel*, au *Jean's Hotel*, au *St. George's Hotel* ou au *Munro's Hotel*<sup>21</sup>. En dehors de la belle saison, ces établissements redevenaient la demeure du notable, du marchand, du forgeron et de l'agriculteur.

### Les maisons-hôtels

Le premier notable à louer sa maison fut le docteur George Larue, médecin de Cacouna depuis 1824. Sa terre était située au cœur du village. Au sud du chemin Royal (route 132), il y avait la grande maison, la petite maison et le fournil. Du côté nord, le docteur avait un magasin qui comprenait une boutique d'apothicaire et un bureau pour recevoir les malades. À l'été 1850, ce notable laissa sa demeure à un aubergiste de Rivière-du-Loup, John Kelly, qui y ouvrit le *Kelly's Hotel*<sup>22</sup>. Au cours des années



La façade de l'hôtel Dufferin House, vers 1903. (Musée du Bas-Saint-Laurent, fonds Belle-Lavoie).

suivantes, elle servit à 5 hôteliers différents<sup>23</sup>.

En 1851, John Kelly déménagea son enseigne chez le forgeron Abel Marquis qui lui avait *donné à loyer pour le temps et espace de trois mois entiers et consécutifs qui commenceront d'avoir cours cette année le*

### Morning Chronicle

SEA BATHING.

St Lawrence Hall,

CACOUNA.

This establishment, which has been considerably enlarged during the past winter, and now has accommodation for

**600 Guests,**

Is open for the accommodation of the public. The Hotel is replete with every comfort necessary. The pureness of the air in that neighborhood renders it the most agreeable and healthy spot, during the heat of the summer, on the American Continent.

SHIPMAN, JR., & KENLY,  
MANAGERS,

June 27, 1870.

*quinze juin prochain et qui seront révolus le quinze septembre aussi prochain, sa maison de quarante-cinq*

pieds de longueur sur trente pieds entourée par une galerie. L'entente mentionnait qu'il devait *faire faire dans le haut de cette maison susloué, huit bonnes chambres à coucher, propres et convenables en bois, sans peinture*<sup>24</sup>. Cette maison construite en 1832<sup>25</sup> servit d'hôtel durant plusieurs étés. Elle est située au coin sud-est de la rue du Couvent, tout près de l'ancienne école modèle. D'autre part, en 1854, c'est un nouveau venu en hôtellerie qui la loua, un ancien instituteur de Cacouna, Honoré Jean, qui y ouvrit le *Jean's Hotel*<sup>26</sup>.

L'hôtelier Jean tint aussi

son établissement dans plusieurs maisons ainsi que dans l'*hôtel de Kakouna* (Mansion House). Avec Mme Abraham Pelletier et Thomas Ely, Honoré Jean fut pendant près de 20 ans un hôtelier résidant à Cacouna.

### L'hôtel de Kakouna

Un homme d'affaires de Cacouna, Benjamin Dionne, comprit l'intérêt de construire au centre du village un hôtel saisonnier pour accommoder un plus grand nombre de visiteurs. À l'automne 1852, il fit entreprendre la construction de l'*«hôtel de Kakouna, ayant deux étages au dessus du rez de chaussée avec mansardes, et de la contenance de trente six pieds de large sur soixante pieds de long»*<sup>27</sup> et pouvant accueillir une centaine de pensionnaires. Originaire de Kamouraska, le marchand Dionne était venu en 1824 ouvrir son commerce dans sa maison du côté nord du chemin. En 1844, il acheta le terrain au coin de la rue de l'Église pour y faire bâtir sa nouvelle résidence et y relocaliser au sous-sol son magasin<sup>28</sup>. De par son aspect monumental, tout laisse à croire que sa demeure aurait servi de maison de pension. Ce qu'elle devint d'ailleurs à partir des années 1890.

L'ouverture de l'hôtel de Kakouna ne passa pas inaperçue puisque pour la saison d'été 1853, on en fit mention dans les annonces des bateaux à vapeur de la Ligne du Saguenay de la façon suivante: «*Large and commodious Hotels have been opened at River du Loup and Cacouna, for the reception of Visitors this season*».

Un premier locataire, l'hôtelier John Kelly, va y transférer en 1853 son établissement, le *St. George's Hotel*. Deux ans plus tard, ce fut Honoré Jean qui le loua

«avec le jardin en arrière tel qu'il est actuellement enclos; près des bâtisses du jeu de pelotte avec la maison contigue au côté sudouest, et les lieux d'aisance adjacents»<sup>29</sup> et y opéra le *Jean's Hotel* pendant six ans. Enfin ce dernier acheta l'hôtel en 1863 et le fit agrandir par le menuisier Joseph Martin en 1868 pour porter sa longueur à 100 pieds. La bâtisse était maintenant en mesure de loger près de deux cents personnes. Benjamin Dionne en redevint propriétaire en 1871 et cet hôtel prit le nom de *Mansion House*, trois ans plus tard<sup>30</sup>, avec Mme Michelletti.

La clientèle de cet hôtel, comme celle des pensions et des locataires de maison, pouvait bénéficier de plusieurs activités comme en témoignait un observateur résidant au *Kelly's Hotel*, dans le journal *Quebec Mercury*, le 26 juillet 1853. La principale activité d'une journée de vacances était la baignade dans l'eau du fleuve. L'heure du bain pouvait varier selon les marées, tôt le matin ou en après-midi. On se rendait aussi sur la plage pour une promenade et pour se reposer à l'ombre tout en profitant de la brise fraîche du fleuve. D'autres activités consistaient à se rendre à Rivière-du-Loup par les petites routes de campagne pour y



Grand hôtel de Cacouna, construit par Hugh O'Neil en 1862-1863, nommé *St. George's Hotel* puis *St. Lawrence Hall* (1867-1903). (Musée du Bas-Saint-Laurent, fonds Belle-Lavoie).

voir la chute avec le moulin à scie en opération. On pouvait aussi préparer un pique-nique en groupe aux moulins de L'Isle-Verte et s'y rendre tous en voiture à foin. Parfois, en cours de route, on dînait dans une maison de ferme de jambon et d'œufs avec, au dessert, des fraises des champs nappées de crème.

Les soirées se passaient de différentes façons. Dans une pension, il y avait des jeux de société. Dans une autre, la famille en vacances profitait, sur la galerie, de la fraîcheur du soir tandis que d'autres descendaient à la plage pour se promener. Pendant ce temps, dans le village, circulait dans une voiture à foin un groupe de musiciens jouant une sérénade. À d'autres occasions, une soirée de danse était organisée à l'hôtel. Mais ce que l'on aimait par-dessus tout, c'était la *dolce farniente*, ne rien faire.

Une des scènes les plus intéressantes était le courrier du soir. Dès que la corne signalait son arrivée, une sortie se préparait aussitôt vers le bureau de poste. Le pauvre maître de poste était assiégé par une légion de «ladies» portant toutes un chapeau de paille de grande circonférence et demandant toutes en même temps leur courrier ou leurs journaux. Ce Canadien français ne

comprenait pas toutes leurs questions exprimées en anglais et, ne pouvant leur répondre, étendait le contenu du sac postal sur la table. Un fouillis de chapeaux s'agitaient alors et toutes s'évertuaient à trouver leurs propres correspondances.

### Les années 1860, Cacouna, lieu de villégiature

Au début de la guerre de Sécession, en 1861, les États-Unis fermèrent leurs frontières. Les stations balnéaires de la côte est-américaine n'étaient donc plus accessibles aux bourgeois

canadiens qui, dès lors, commencèrent à fréquenter les rives du Saint-Laurent. Le circuit touristique englobait La Malbaie, Rivière-du-Loup, Tadoussac, mais Cacouna remportait la palme. On disait que c'était le Saratoga ou le Newport canadien.

Ainsi la popularité de Cacouna comme lieu de villégiature était telle que la demande de chambres, de pensions ou de location de maisons fut très forte. À ce moment, ce lieu à la mode attirait déjà plus de 2000 personnes<sup>31</sup>. Ces vacanciers arrivaient par les bateaux de la Ligne du Saguenay ou par les trains du Grand Tronc pour un séjour d'une journée ou de quelques mois. Une rumeur circulait et laissait entendre qu'il n'y aurait pas assez de chambres à louer dans le village. La municipalité fit paraître une annonce dans le journal *Morning Chronicle and Commercial and Shipping Gazette* de Québec afin d'inviter les gens à venir, puisque au cœur du village il y avait 52 maisons à louer sur 2 milles de chemin.

Même avec la construction sur la falaise d'un grand hôtel par Hugh O'Neil en 1863, des familles qui louaient une maison au printemps de chaque année se retrouvèrent prises au dépourvu lorsque la demeure



qu'elles louaient d'habitude avait été occupée par d'autres. Les touristes renchérisaient sur les prix pour être en mesure d'avoir un gîte pour les vacances. Ils louèrent même de l'habitant une résidence pour 2 à 5 saisons. Afin de revenir à chaque été, certains villégiateurs achetèrent des terrains pour y bâtir des cottages ou d'imposantes villas sur la falaise.

### Les grandes maisons

Les familles d'estivants se donnaient rendez-vous à Cacouna pour l'été. Accompagnées de leurs serviteurs, elles s'y retrouvaient avec leur parenté et leurs groupes d'amis. Elles cherchaient donc de grandes maisons pour loger tous leurs gens. En plus de celles du docteur George Larue et du forgeron Abel Marquis, l'agriculteur Adolphe Sirois se fit loger en 1861<sup>32</sup>, au cœur du village, une spacieuse maison de 28 pieds sur 60 pieds. Cette maison fut louée pendant plusieurs années à différents hôteliers qui y offraient 6 chambres. *«Le dit locateur s'oblige aussi de fournir aux dits locataires, pendant le même temps du dit bail, trois petits lits et trois grands lits garnis, hors les rideaux, et de fournir aussi six tables à toilettes avec les pots et les bassins pour les garnir, et les six pots de chambres... de plus, deux douzaines de chaises, deux tables, un sofa, aussi pour le même temps»*<sup>33</sup>. Lors des journées de grande affluence, cette demeure, devenue un hôtel, servit souvent d'annexe à l'hôtel de Kakouna (Mansion House). Son propriétaire



La gare de l'Intercolonial à Cacouna, vers 1890. (Photo: Mary Tudor Montizambert, source: David Crombie).

devint lui-même hôtelier vers 1880. Rehaussée d'un étage, elle fut d'ailleurs connue comme le *Cacouna House*.

Avec l'essor du tourisme, de nouveaux marchands s'installèrent. En 1864, le négociant Abraham DeVillers se fit construire par un menuisier du village, Louis Dubé, une grande maison. Au rez-de-chaussée, il aménagea un magasin général. Pendant l'été, il louait une partie des pièces réservées à sa famille, à l'é-

tage supérieur, et il céda également une section de ses écuries. Amateur de courses hippiques, Monsieur DeVillers gardait de nombreux chevaux que des charretiers engagés attelaient pour promener les visiteurs (les premiers taxis). Un voyageur de commerce, Jeremiah M. Pollock, acheta la maison en 1893. Il la fit rehausser d'un étage et la transforma en un hôtel pouvant accueillir une cinquantaine de pensionnaires. En plus de jouir de tout le confort de l'époque, les hôtes du *Dufferin House* avaient,

depuis la superbe galerie, une vue imprenable sur le fleuve. La salle de danse aménagée dans une bâtisse, à l'arrière de l'hôtel, était très populaire.

### Le grand hôtel

Comme les citadins délaissaient la capitale pendant l'été pour aller se prélasser sur les plages du Bas-Saint-Laurent, un hôtelier de Québec, Hugh O'Neil, décida de suivre sa clientèle jusqu'à Cacouna où il loua en 1862 l'hôtel de Benjamin Dionne<sup>34</sup>. Cet été-là, il accueillit au *Kakouna Hotel* un grand nombre de vacanciers et dut même en refuser par manque d'espace. Pour offrir un plus grand nombre de chambres ainsi qu'un hébergement de qualité, Hugh O'Neil acheta, à l'automne de la même année<sup>35</sup>, un terrain à un mille à l'ouest de l'église pour y faire bâtir un plus grand hôtel. Cet établissement, du nom de *St. George's Hotel*, ouvrit en juin 1863. Construit selon un plan en »L«, il mesurait 200



Vacanciers à la gare de Cacouna vers 1890. (Photo: Mary Tudor Montizambert, source: David Crombie).



pieds de façade et plus de 100 pieds de profondeur et pouvait accueillir 300 personnes. Il était à l'époque un des plus grands hôtels du Bas-Canada (province de Québec). En 1867, la bâtisse prit le nom de *St. Lawrence Hall* après le décès d'Hugh O'Neil.

L'hôtelier O'Neil était un grand communicateur et multipliait dans les journaux les annonces et les encarts présentant les activités et la liste de sa clientèle illustre. Il invitait d'ailleurs fréquemment des journalistes à séjourner gratuitement dans son hôtel à Cacouna. Il mit tout en œuvre pour plaire et occuper sa clientèle, majoritairement anglophone. On lui doit les premières courses de chevaux dans les rues du village ainsi qu'une foule d'autres activités, dont les bals, l'équitation, le jeu de quilles, le billard, le tir à l'arc, etc. Pour faciliter la venue de ses clients, il organisa leur transport avec un omnibus, de la gare ferroviaire du *Grand Tronc* à Rivière-du-Loup ainsi qu'à partir du débarcadère des bateaux à la Pointe. Les

gens durent prendre pension dans les hôtels de Rivière-du-Loup pour ensuite passer la journée à Cacouna. Le village voyait sa population augmenter de près de 3 000 visiteurs lors des étés des années 1870. Vingt ans plus tard, par souci de confort, on modifia les divisions. L'hôtel ne comptait plus que 121 chambres et 8 suites et pouvait accueillir 300 personnes<sup>36</sup>.

Au cours de l'âge d'or du tourisme, les estivants envahirent Cacouna puisque des maisons furent louées de l'Anse-au-Persil jusqu'à la demeure de Jean Sirois où avait été installé le premier relais de poste en 1787. Les maisons-hôtels servirent de plus en plus d'annexes aux deux principaux hôtels (le *St. Lawrence Hall* et le *Mansion House*) ou furent comme les autres demeures louées à des familles. Quant aux pensions, elles continuèrent à accueillir une clientèle fidèle tandis que dans les cottages et villas les familles de villégiateurs revenaient à chaque été.

Après la Première Guerre mondiale, l'automobile facilita les voyages et modifia les habitudes des visiteurs. De 1930 à 1970, ce sont surtout des familles de classe moyenne qui vinrent visiter notre coin de pays. Cacouna était devenu l'une des étapes du tour de la Gaspésie.

*St. George's Hotel* ou hôtel Saint-Georges, ce nom a été employé à plusieurs occasions au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles pour nommer des établissements. Mais c'est avant tout le nom du saint, patron de la paroisse de Cacouna. Ce nom fut utilisé une première fois par l'hôtelier Thomas Ely en 1846-1847. Un autre hôtelier, John Kelly, le reprit pour nommer son commerce entre 1852 et 1858. Ce fut également le nom du grand hôtel d'Hugh O'Neil, de 1863 à 1866. On reprit ce nom en 1908 pour nommer le petit hôtel d'Euclide Lamoureux. Enfin, on l'utilise encore aujourd'hui pour identifier un complexe hôtelier au centre du village connu sous le nom de Place Saint-Georges.

*Morning Chronicle*

## MUNRO'S HOTEL, CACOUNA.

W. R. MUNRO,  
Manager.  
1m

Cacouna, June 13, 1859.

hommes d'affaires n'avaient pas été oubliés car M. O'Neil fit installer un poste de télégraphe dans son hôtel.

Dans les années suivantes, l'affluence était telle que le nouveau propriétaire, Thomas Shipman, agent de transport maritime et ferroviaire, fit rallonger le grand hôtel par deux fois pour entasser 600 personnes dans 400 chambres. Les salles de billard du *St. Lawrence Hall* servirent même à ce moment-là de chambres. On dut monter sur les terrains à l'arrière une centaine de tentes pour accueillir cette foule venue participer aux nombreuses activités. Malgré cela, certaines fins de semaine, des

### Maison-hôtel du docteur George Larue

Nom de l'établissement	locataire (provenance)	Période
<i>Kelly's Hotel</i>	John Kelly (RDL)	été 1850
<i>Courberon Hotel</i>	Clément D'Amour des plaines de Courberon (RDL)	été 1852
?	John Macrow (RDL)	été 1854
<i>St. George's Hotel</i>	John Kelly (RDL)	étés 1855 à 1857
<i>Munro's Hotel</i>	William R. Munro (Haut-Canada)	été 1859
?	Patrick Swords (Montréal)	étés 1860-1861

### Maison-hôtel du forgeron Abel Marquis

Nom de l'établissement	locataire (provenance)	Période
<i>Kelly's Hotel</i>	John Kelly (RDL)	été 1851
<i>St. George's Hotel</i>	John Kelly (RDL)	étés 1852 et 1853
<i>Jean's Hotel</i>	Honoré Jean (Cacouna)	été 1854
?	François Lacroix (Cacouna)	été 1855
<i>St. George's Hotel</i>	John Kelly (RDL)	étés 1856 à 1858

## Hôtel de Kakouna

nom de l'établissement	locataire (provenance)	propriétaire	Période
<i>St. George's Hotel</i>	John Kelly (RDL)	B. Dionne	1853 et 1854
<i>Jean's Hotel</i>	Honoré Jean (Cacouna)	B. Dionne	1855-1861
<i>Kakouna Hotel</i>	Hugh O'Neil (Québec)	B. Dionne	1862 et 1863
<i>Jean's Hotel</i>	-	H. Jean	1864-1870
<i>Jean's Hotel</i>	Honoré Jean (Cacouna)	B. Dionne	1871-1872
<i>Mansion House</i>	Veuve Eliza Michelletti (Québec)	B. Dionne	1873-1880
<i>Mansion House</i>	Joseph Gaudreau	B. Dionne et succession	1881-1884
<i>Mansion House</i>	?	succession de B. Dionne	1885-1895
<i>Mansion House</i>	-	Alphonse Lucas	1896-1909
<i>Mansion House</i>	-	Joseph Bélanger	1911-1934
<i>Mansion House</i>	-	Camille Bélanger	1934-1958
<i>Mansion House</i>	-	Mme Camille Bélanger	1958-1964
<i>Mansion House</i>	-	Yves Simard	1964-1965
			(détruit par le feu)

## Notes

Cet article a déjà paru dans le journal *L'Epik* de Cacouna en 1997. L'approfondissement de nos recherches nous a amenés à modifier le texte par endroit pour respecter plus fidèlement l'histoire de Cacouna. Nous tenons à remercier Yvan Roy pour l'impression de certaines photographies ainsi que la municipalité du village de Cacouna pour le prêt d'une photographie.

Archives nationales du Québec: ANQ

Archives nationales du Canada: ANC

Bureau de la publicité des droits, Circonscription foncière de Témiscouata: BPD

1 Procès-verbal qui règle et fixe le chemin Royal de front de la première concession de la seigneurie de Kakona, 13 et 14 septembre 1798, fonds des Grands Voyers, ANQ.

2 Noms des Paroisses, Maitres de Poste, et distance en lieues de Québec aux Trois Pistoles, Almanach du Québec, 1787, Bibliothèque de l'Université Laval.

3 Permis d'aubergiste, # 4233, 11.03.1816, ANQ.

4 Listes des aubergistes, ville et banlieue, de la campagne 1821-1822, ANQ. Il faut noter que Jean-Roch, frère de Simon, a eu aussi un permis d'aubergiste au cours de la décennie 1820.

5 Recensement de 1831, ANC.

6 Permis d'aubergiste, # 18631, 16.04.1841, ANQ.

7 Greffe de Thomas Casault, 1.04.1831, ANQ.

8 Listes des aubergistes, ville et banlieue, de la campagne 1838-1839, ANQ.

9 Greffes de Jean-Baptiste Taché, 4.07.1816, d'E. Glachemeyer,

26.10.1830 et de Moysse Morin, 23.11.1830, ANQ.

10 Listes des aubergistes, ville et banlieue, de la campagne 1825, ANQ.

11 Greffe d'Alexis Beaulieu, 10.05.1841, ANQ.

12 Lynda Dionne et Georges Pelletier, *Du Souvenir Au Devenir, Rivière-du-Loup*, 2000, Rivière-du-Loup, Une escale sur la ligne du Saguenay de 1842 à 1907, p. 110-118.

13 Journal *L'Opinion Publique, Lettres Cacounaises*, 24.09.1870, collection Gilbert Guay.

14 Journal *Morning Chronicle and Commercial and Shipping Gazette*, Québec, 19.08.1865, ANQ.

15 Journal *Morning Chronicle and Commercial and Shipping Gazette*, Québec, 23.06.1863 et 14.07.1865, ANQ et #10643, 24.02.1873, BPD.

16 Journal *La Gazette de Québec/Quebec Gazette*, Québec, 26.04.1846 et Greffe de Jean-Baptiste Beaulieu père, 18.05.1846, ANQ.

17 Journal *Morning Chronicle and Commercial and Shipping Gazette*, Québec, 19.08.1865, ANQ.

18 Greffes François Talbot, 18.03.1848 et de Jean-Baptiste Beaulieu père, 1.03.1858 et 19.03.1867, ANQ.

19 Greffe Jean-Baptiste Beaulieu père, 13.10.1893, ANQ.

20 Recensement de 1851, ANC.

21 Journal *Epik* de Cacouna, juin 1997, Lynda Dionne et Georges Pelletier, dossier *L'hébergement à Cacouna, de la colonisation à la villégiature*.

22 Greffe de François Talbot, 28.03.1850, ANQ.

23 Greffe de Michel Honoré St-Jorre, 1.07.1852, 18.07.1854, 1.06.1855,

1.11.1860 et 21.06.1861, ANQ.

24 Greffe de Jean-Baptiste Beaulieu père, 31.03.1851, ANQ.

25 Greffe de Paschal Dumais, 12-11-1831, ANQ.

26 Répertoire des mariages de Saint-Roch-des-Aulnaies et greffe de Jean-Baptiste Beaulieu père 25.04.1846, ANQ. Voir aussi le journal *Morning Chronicle and Commercial and Shipping Gazette*, Québec, juin 1854, ANQ.

27 Greffe de Michel Honoré St-Jorre, 15.09.1855, ANQ.

28 Greffe de François Talbot, 9.08.1844, ANQ.

29 Greffe de Michel Honoré St-Jorre, 15.09.1855, ANQ.

30 Journal *Morning Chronicle and Commercial and Shipping Gazette*, Québec, juin 1853 et greffes de Michel Honoré St-Jorre, 15.09.1855 et 22.07.1861, de Jean-Baptiste Beaulieu père, 7.09.1861, 31.10.1863, 18.10.1867, 16.01.1871 et 11.09.1876 et de Jean-Baptiste Beaulieu fils, 13.02.1871 et 13.11.1872, ANQ.

31 Recensement 1861, ANC.

32 Greffe de Jean-Baptiste Beaulieu père, 1.07.1862, ANQ.

33 Greffe de Jean-Baptiste Beaulieu père, 11.05.1868, ANQ.

34 Greffe de Jean-Baptiste Beaulieu père, 10.04.1862, ANQ.

35 Greffe Michel Honoré St-Jorre, 18.09.1862, ANQ.

36 Lynda Dionne et Georges Pelletier, *Cacouna, Les randonnées du passé, guide d'interprétation du patrimoine*, Québec, Éditions Continuité 1995, 72 p.

# Paul Raymond : les multiples métiers d'un Matapédien en exil<sup>1</sup>

Annie MARCOUX

**L**e 28 mars 1998, j'ai fait une entrevue avec monsieur Paul Raymond de Sayabec, petit village à l'entrée de la vallée de la Matapédia. Voici donc ce qu'il m'a raconté, aidé de sa femme qui, de temps en temps, rectifiait une information ou donnait plus de détails sur une étape de leur vie commune.

M. Raymond est né à Albertville dans la Matapédia où sa famille, originaire du Kamouraska, est venue s'installer durant la période intense de la colonisation. Plusieurs personnes travaillaient au moulin à scie qui venait de s'ouvrir alors que le père cultivait sa nouvelle terre, un lot donné par le gouvernement.

Le périple de M. Paul Raymond a débuté à l'adolescence. En 1948, il travailla pendant plus d'un an comme boulanger à Saint-Léon-le-Grand, non loin de son village. En 1951, il déménagea à Causapscal, un autre village des environs pour y bûcher. Vers les années 1953-1954, il rejoignit un de ses frères et travailla dans les bois en Ontario où il a trouvé de meilleures conditions de vie, de travail et un salaire plus intéressant. Durant la dernière année de son séjour ontarien, il participa à la construction de la ligne de chemin de fer *Algoma Central* qui partait de Sault-Sainte-Marie pour se rendre à Hearst.

Après quatre ans loin de chez lui et n'ayant plus de travail assuré, le mal du pays se fit sentir et il revint dans la région en 1958. Il y demeura cinq ans environ, période durant laquelle il fit plusieurs déménagements à l'intérieur du territoire (Sayabec, Lac-au-Saumon, Saint-Léon-

le-Grand). Il se maria avec une dame de Sayabec qui le suivit dans la plupart de ses déplacements qui furent, comme nous le verrons, encore très nombreux.

Vers 1963, M. Raymond avait recommencé à travailler pour la boulangerie de Saint-Léon-le-Grand. En 1964, le propriétaire a ouvert une succursale à Carleton, en Gaspésie, où il le suivit jusqu'à la fermeture de l'établissement quelques années plus tard. En 1968, il déménagea à Mont-Joli: il livrait des fruits dans toute la

certain temps un emploi comme transporteur pour la compagnie Pepsi puis dans une usine de textile. En 1972, des raisons de santé le poussèrent à quitter son emploi et à revenir dans la région.

Il s'installa alors à Sayabec où il participa à la construction d'une passerelle qui mobilisa d'ailleurs plusieurs habitants du village. Encore une fois, il fit plusieurs déménagements dans la région (Sayabec, Albertville, Amqui), pour finalement se trouver un emploi dans une compagnie de transport de Campbellton. Il y travailla pendant trois ans et demi, jusqu'à sa fermeture. Pour se débarrasser du nouveau syndicat, la compagnie avait fermé ses portes et s'était installée ailleurs. C'est ainsi qu'en 1975, il suivit la compagnie jusqu'à Bathurst où il travailla encore une fois durant plus de trois ans.

Prochain déménagement: la Côte-Nord. En effet, en 1978, il s'installa près de Port-Cartier pour y chercher un emploi. Ayant travaillé dans un garage puis pour la compagnie Métivier, il y demeura pendant plus de quatre ans. Et ce fut le départ en solitaire pour Gagnon. Cette fois-ci, la famille ne suivit pas M. Raymond, car la ville était trop isolée. Mme Raymond et les enfants sont demeurés sur la Côte-Nord jusqu'en 1982. Durant ces années, le chômage sévissait à Gagnon et le coût de la vie y était beaucoup trop élevé pour y rester encore longtemps. Ce fut donc un retour à Sayabec pour la famille au grand complet. Cette année-là, on fit l'ouverture de l'usine Panval au village. Sans les qualifications nécessaires, il était difficile d'y obtenir un poste et par le fait même un loyer puisque



Sayabec (Comité du Centenaire, Je vous raconte Sayabec, 1984-1994, page couverture).

région avec un camion. En 1969, il partit pour un petit village près de Drummondville où il travailla à la manufacture de Skiroule qui venait d'ouvrir ses portes. Encore une fois, la famille Raymond suivit le chef de famille. Mais au printemps 1971 la compagnie fit faillite et M. Raymond entraîna sa famille jusqu'à Montréal où, croyait-il, les perspectives d'emplois seraient plus intéressantes que dans la région. Il y trouva pour un

tout était réservé pour les travailleurs de l'usine. C'est ainsi que M. Raymond se retrouva à Amqui en 1983 où un emploi l'attendait. Il fit encore quelques petits déménagements dans la région pour s'installer définitivement à Sayabec depuis quelques années. Au terme de son récit, j'ai demandé à M. Raymond s'il n'avait jamais eu l'envie de devenir agriculteur, comme son père l'avait été. Il m'a répondu que jamais il n'aurait fait ce métier. Qu'il avait trop besoin de bouger et qu'une vie à s'occuper des vaches, ce n'était pas pour lui.

Lorsqu'il m'a raconté son séjour à Montréal, je lui ai demandé ce qui l'avait attiré dans cette ville. Sa réponse fut toute simple: *«C'est la seule place où je risquais de me trouver un job. Dans la région, il n'y en avait plus»*. Ainsi Montréal devenait le dernier recours à une situation financière déficiente, à l'isolement et au retard économique de certaines régions.

Chaque fois qu'il le pouvait ou que la situation l'imposait, M. Paul Raymond revenait à Sayabec ou à Albertville. On peut noter chez lui une volonté d'indépendance. Plusieurs fois, il est parti avec sa femme et ses enfants pour faire sa vie ailleurs. Il voulait s'en sortir seul, sans opter pour la sécurité et demeurer sur la ferme familiale avec son frère aîné par exemple.

La plupart des autres membres de la famille de M. Paul Raymond sont demeurés dans la région, parfois après quelques déplacements, sauf un de ses frères qui s'est établi définitivement à Montréal. Les parents de M. Raymond sont toujours demeurés à Albertville jusqu'à leur décès. Aujourd'hui, M. Paul Raymond ne regrette pas ses nombreux déplacements. Mais comme il le mentionnait à quelques reprises, le mal du pays se faisait souvent sentir ce qui le poussait parfois à revenir. Installé définitivement à Sayabec, il entend bien y demeurer, comme ses parents, jusqu'à la fin de ses jours.

#### Note

- 1 Ce texte a été écrit à la suite d'une entrevue réalisée dans le cadre du cours en histoire intitulé *Espace et mouvement de population au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* donné par Paul Larocque de l'UQAR à l'hiver 1998.

# L'imaginaire en histoire maritime

## De la rumeur à la légende -

## De l'agrément de l'esprit à l'outil de défense

Mario MIMEAULT

Où qu'il soit, et peu importe le lieu et le temps où il vit, l'homme est habité par le merveilleux. Il aime trouver une explication à toute chose. C'est une façon pour lui de se réapproprier des événements qui lui ont échappé, de faire sien un passé récent ou ancien en le modelant suivant la fantaisie de son esprit, de s'expliquer l'inexplicable. Parce qu'il a horreur du vide. Mais ce peut être aussi un moyen d'éloigner les indésirables. Regardons-y d'un peu plus près.

### L'appropriation

La culture gaspésienne, le conte et la légende en particulier, offre une multitude d'exemples qui traduisent cette tendance des habitants de la région à s'expliquer, pour un, le nom du lieu qu'ils occupent. Les gens des Méchins ont ainsi retenu l'histoire que Jean-Charles Taché, médecin, homme de lettres et député rimouskois du XIX<sup>e</sup> siècle, apporte au toponyme local en utilisant le légendaire amérindien. Un géant méchant, devenu Méchins, menaçant de manger les non baptisés, effrayait les pauvres Micmacs qui n'osaient plus s'arrêter à cet endroit, raconte la légende<sup>1</sup>.

Pour nous les Blancs, notre univers judéo-chrétien est aussi la source d'explications que le pêcheur a trouvé pour comprendre ou se représenter le milieu qui l'en-

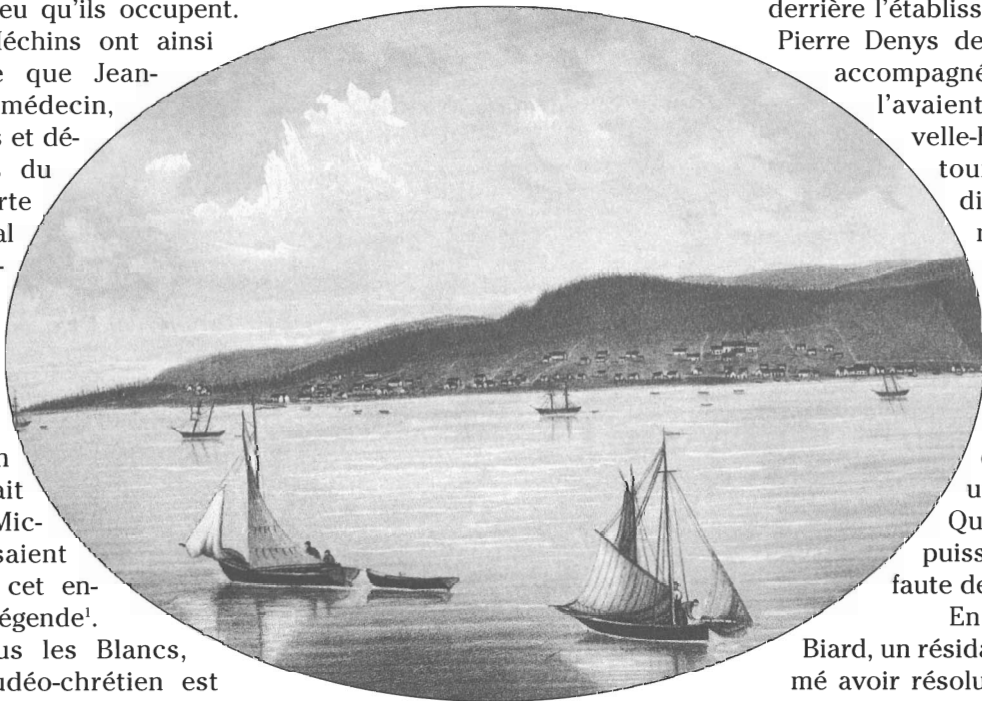
tourne. L'histoire du poisson de Saint-Pierre apporte une savoureuse explication à ces taches de couleur qui se voient de chaque côté de la tête de la goberge. Saint-Pierre, justement patron des pêcheurs, aurait simplement, un jour, apporté un coup de main à un de ses protégés incapable d'arracher l'hameçon pris dans l'estomac du poisson qu'il venait de capturer. Désespéré, le pauvre Gaspésien invoquait l'assistance de son saint protecteur comme seul un bon Canadien français sait le faire. Et, surprise, Saint-Pierre vint l'aider, mais les marques de ses doigts s'imprimèrent dans la chair de la goberge et laissèrent à tout jamais ces taches de couleur si distinctives sur les joues de ce poisson, taches qui font

que les pêcheurs les appellent depuis les Poissons de Saint-Pierre<sup>2</sup>.

### L'histoire, facteur de crédibilité

Par ailleurs, on se sert de l'histoire pour donner de la crédibilité aux contes. Les conteurs s'appuient sur la trame du passé, la transforment et la rendent ainsi plus digeste pour l'auditoire, qui n'a que faire de «la vérité historique». Nous connaissons «la vraie et triste histoire» de Simon Baston, un simple marchand de fourrure qui, après avoir, en 1672, traversé l'Atlantique depuis La Rochelle jusqu'à Percé, s'est chicané avec l'équipage basque du navire à bord duquel il s'était embarqué, *Le Prince Maurice*. Arrivé à Percé, Baston est allé rejoindre des Micmacs campés quelque part en forêt, derrière l'établissement de pêche de Pierre Denys de la Ronde. Il était accompagné de matelots qui l'avaient amené en Nouvelle-France. À leur retour, ces derniers le dirent accidentellement mort, noyé dans les eaux de la rivière. Un missionnaire récollet, le père Exupère Dethunes, rapporta le meurtre évident à Frontenac et un procès eut lieu à Québec sans qu'on puisse éclaircir l'affaire, faute de cadavre.

En 1931, Charles Biard, un résidant de Percé, a affirmé avoir résolu le mystère. Après avoir déterré un crâne humain, il l'exposa à Percé avec l'écriteau suivant: «Voici tout ce que la terre a



Rivière-au-Renard (Thomas Pye, Images de la Gaspésie au XIX<sup>e</sup> siècle, Québec, Presses Coméditex, 1980, p. 17).



*conservé de Simon Baston, marchand de la Nouvelle-Rochelle (lieu situé près de Ristigouche, dans la Baie des Chaleurs), qui fut tué à l'aide d'une pointe en métal dans une bataille qu'il livra sur la plage de Percé au capitaine du Prince Maurice en 1673. Deux cent cinquante ans plus tard, ce crâne fut tiré de sa fosse sur le mont Joli par deux chercheurs de trésors*». Peu importe la vérité. Biard vendait habilement le rêve avec le pouvoir évocateur des mots: conserver, capitaine, crâne, bataille, meurtre, trésor. Très habile!

La légende de la Gou Gou, cette sorcière qui hantait les espaces de l'île Bonaventure, est à l'origine une histoire amérindienne que les Blancs ont récupérée et enrichie de détails qui lui confèrent une vérité et une crédibilité plus propres au merveilleux européen. C'est Samuel de Champlain qui en a fait la première mention dans un écrit. Sa version se veut assez près de la tradition autochtone. Enrichie par les conteurs gaspésiens, c'est maintenant un jeune matelot appelé Pierre-Marie que la Gou Gou poursuit sur l'île en sifflant derrière lui. Ayant échappé de justesse au «*monstre géant et hideux*», il regagne son navire *La Reine Anne* et retrouve la protection de son capitaine, le sieur Cardurec. Le conte originel rapporte uniquement que la sorcière géante attrapait les jeunes Indiens et les mettait dans une poche pour les manger plus tard. Cette poche était si grande, raconte Champlain, qu'elle eût pu y mettre son vaisseau. Il ajoute aussi que la Gou Gou faisait des bruits horribles sur l'île. Sans doute est-ce là une histoire attachée à

l'entrée de la grotte qui se trouve encore aujourd'hui au centre de l'île Bonaventure et d'où sortent occasionnellement des sifflements... à faire peur aux enfants<sup>4</sup>.

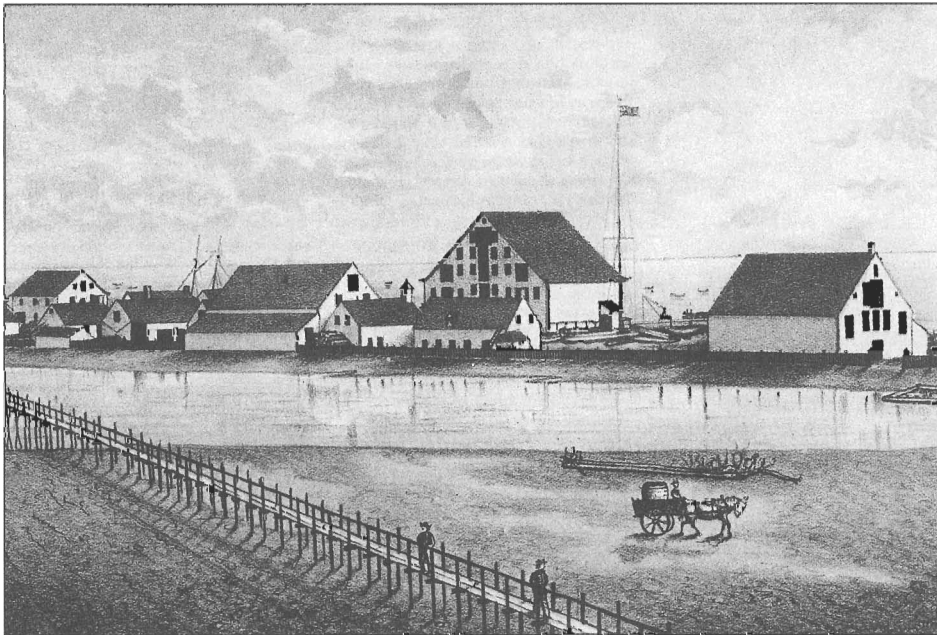
#### Légende ou fausse rumeur

Référant à une histoire mal documentée, plusieurs résidents de Gaspé ont, quant à eux, tendance à expliquer la désertion de leurs côtes au XVIII<sup>e</sup> siècle en versant dans la fausse rumeur (une variante de l'imaginaire). Dans le cadre de la guerre de la Conquête, le général Wolfe, le même que celui des Plaines d'Abraham, a dévasté les côtes de la Gaspésie en 1758, en préparation de l'expédition qui le conduira un an plus tard à Québec, question de protéger ses arrières. Il a tout brûlé ou détruit entre Mont-Louis et Grande-Rivière. C'est là une histoire que nous avons fouillée, écrite et publiée<sup>5</sup>. À notre grande surprise, quelques semaines après la sortie de notre article dans l'influent *Magazine Gaspésie*, des partisans politiques s'appuient sur la déportation des pêcheurs de Gaspé, que nous racontions, pour jeter publiquement dans une réunion politique l'anathème sur les conquérants anglais «*qui nous ont chassés de nos terres*».

Le problème, historiquement, est le suivant. Ce n'est pas le roi d'Angleterre qui a expulsé les pêcheurs canadiens de la côte de Gaspé, mais bien le roi de France, ce qu'ignoraient ces partisans politiques. Louis XIV a en effet émis en 1681 une ordonnance qui interdisait à tous les seigneurs et pêcheurs canadiens de s'établir sur les terres situées entre le Cap-des-Rosiers et le Cap-d'Espoir, pour réserver l'extrémité de la péninsule gaspésienne en exclusivité aux pêcheurs de la métropole. Les Canadiens n'avaient donc pas, selon le code civil français lui-même, un droit à la propriété sur les terres de la côte de Gaspé, ni même celui d'y rester.

#### Un bouclier contre l'intrus

Mais il est encore plus intéressant de rappeler comment Olivier Gamache, le Sorcier de l'île d'Anticosti, utilise la rumeur pour s'en faire un bouclier contre l'intrus et une protection pour sa famille. Ancien résident de Rimouski, qu'il quittait en 1824 pour s'installer comme gardien d'un dépôt de provisions sur Anticosti, il se retrouvait dans un milieu régulièrement fréquenté par des équipages étrangers ou sans trop de morale. Soucieux des dangers de pillage et d'extorsions auxquels l'exposait sa position d'insulaire, Gamache se monte une réputation effrayante pour tenir ses potentiels agresseurs au loin. C'est lui-même qui le raconte à l'historien Jean-Baptiste Ferland. À Rimouski, il organise une mise en scène, faisant croire qu'il parle au diable. En mer, il se confond avec les fantômes. Sur l'île, il entretient sa réputation de naufrageur et



Établissement de la compagnie Le Boutillier Brothers (Thomas Pye, Images de la Gaspésie au XIX<sup>e</sup> siècle, Québec, Presses Coméditex, 1980, p. 61).

d'ogre. Résultat, l'île d'Anticosti devient l'ancre du Sorcier que tous les navigateurs approchent avec frayeur, même vingt ans après son décès<sup>6</sup>.

### Les contes avortés

Il y a aussi des contes avortés, qui viennent de ce qu'on aimerait voir du merveilleux là où il n'y en a pas. L'île Bonaventure semble, à cet égard, exciter les esprits. Un livre bien connu, *La Gaspésie, Histoire, légendes ressources et beautés*, rappelle, dans des mots propres à allumer le feu des fantasmes intellectuels, le souvenir du capitaine Duval, «corsaire et flibustier qui était la terreur des marins français durant les guerres entre la France et l'Angleterre».

Mais l'auteur s'arrête tout de suite après cette amorce, probablement à court de munitions, pour dire «nous en parlerons plus longuement un peu plus loin». Belle affaire! Et qu'ajoute-t-il? Que le petit-fils supposé de Duval, un certain Charles Biard, peut montrer «le coutelas avec lequel le capitaine sans peur égorgeait ses ennemis lorsqu'il abordait leurs navires en haute mer». Mais qu'en est-il des aventures promises par sous-entendement? Un pétard mouillé, voilà pour cette histoire, hélas! Parce que le fantastique est excitant<sup>7</sup>.

Nous avons pour autre exemple du pouvoir évocateur de l'île Bonaventure un site internet présentant l'île sous ce titre accrocheur: «L'île Bonaventure – Pêcheurs, pirates et corsaires»<sup>8</sup>. Des pêcheurs, l'auteur en fait une brève présentation, la plus accrochante possible, avec la baie des Marigots, mais des pirates et corsaires, si peu, à l'image de ces grands titres des journaux en première page qui ne correspondent finalement qu'à un chien écrasé. Mais ici, l'évocation de la légende, de ces grandes aventures en mer aux temps anciens, a rempli son rôle.

En définitive, qu'on ne se trompe pas. Nous ne tenons pas le conte et la légende comme des genres mineurs de la culture gaspésienne

et des habitants de l'estuaire. Ils apportent une couleur locale et donnent une chaleur liée à un univers différent du reste du Québec, celui de la mer et du monde ambiant. Si les historiens s'attribuent des mérites à titre de gardiens des heures passées, les conteurs ont aussi conscience d'un rôle à jouer dans leur société. Carmen Roy a rencontré ce monsieur Collin de Sainte-Anne-des-Monts, un bon chrétien conscient de l'utilité de ses contes et de son influence morale. «J'ai sauvé des âmes, racontait-il à Mme Roy, en disant des contes dans les chantiers, l'hiver. J'enlevais aux bûcherons le goût de raconter des histoires sales ou le goût de descendre courailler à la mer»<sup>9</sup>.

Le conte et la légende, mariés ou non à l'histoire, recréent un univers parallèle propre à envoûter l'individu, à lui apporter une explication sur son univers ou bien simplement à l'amuser, quelquefois à l'effrayer. Aussi, ne faut-il surtout pas l'éteindre avec *Notre Histoire*.

### Notes

- 1 Jean-Charles Taché, *Trois légendes de mon pays*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1912.
- 2 Pascale Gagnon, *Légendes gaspésiennes*, illustrations de Claude Picher, Gaspé, Musée de la Gaspésie, p. 15.
- 3 Gouvernement du Québec, *La Gaspésie - Histoire, légendes, ressources, beautés*, Québec, ministère de la Voirie, 1930, p. 15.
- 4 Georges-Émile Giguère, *Les oeuvres de Champlain*. Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 126.
- 5 L'auteur, «Pierre Revol à Gaspé (1750-1758): Un arrivant pas comme les autres», *Gaspésie*, vol. XIX, no 4 (octobre-décembre 1981), p. 28-37, «La déportation de Gaspé - l'établissement de Pierre Revol à Gaspé 1756-1758», vol. XXI, no 3 (juillet-septembre 1983), p. 17-31.
- 6 L'auteur, «Louis-Olivier Gamache – Le Sorcier de l'île d'Anticosti: Du mythe à la réalité», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. XVIII, no 1 (janvier 1995), p. 13-18; «Louis-Olivier Gamache – Le Sorcier de l'île d'Anticosti: Témoin et artisan du développement régional», vol. XIII, no 2 (juin 1995).
- 7 Gouvernement du Québec, *La Gaspésie - Histoire, légendes, ressources, beautés*, Québec, ministère de la Voirie, 1930, p. 181, 188.
- 8 [http://www.ouellette001.com/vivre/V0023\\_Bonaventure.htm](http://www.ouellette001.com/vivre/V0023_Bonaventure.htm): «Chronique hebdomadaire – Art de vivre au Québec - l'île Bonaventure».
- 9 Carmen Roy, *Littérature orale en Gaspésie*, seconde édition, (Montmagny), Leméac, (1981), p. 236.

# Monseigneur Courchesne et l'exploitation forestière au Bas-Saint-Laurent

**Maude FLAMAND-HUBERT,**  
*en collaboration avec Jean LARRIVÉE<sup>1</sup>*

**M**onseigneur Georges Courchesne a été évêque du diocèse de Rimouski de 1928 à 1950. Ce diocèse comprend les comtés de Matapédia, Matane et Rimouski, avec tout l'arrière-pays jusqu'au Témiscouata. Mgr Courchesne est reconnu pour son implication engagée dans les dossiers de la colonisation agricole et de l'exploitation forestière dans la région bas-laurentienne. En effet, au cours de son mandat a lieu la deuxième grande phase de colonisation en réaction à la crise économique des années 1930, qui laisse sans emploi une population urbaine démunie. Des mesures sont prises par l'État, alors intimement lié à l'Église, pour favoriser l'établissement rural en milieu éloigné. Le rapport entre l'agriculture et l'exploitation forestière est bien particulier: les compagnies forestières ont besoin du territoire pour récolter la matière ligneuse, mais elles ont aussi besoin du colon pour venir travailler au chantier, et le colon, bien que son but ultime soit l'agriculture, a besoin aussi de bois pour se bâtir, se chauffer et tirer un revenu supplémentaire.

Pour rédiger cet article, j'ai consulté le dossier *Protection des forêts* aux Archives de l'Archidiocèse de Rimouski, qui comporte une majorité de documents compris dans le mandat de Mgr Courchesne. Cet évêque promeut la colonisation, défend les valeurs traditionnelles et religieuses encore dominantes au Québec, surtout dans les régions rurales, tout en s'opposant farouchement aux projets des compagnies forestières, réclamant la disponibilité des terres pour la colonisation. Il conteste déjà l'exportation de la matière brute, transformée à l'extérieur de la



Mgr Courchesne (Centenaire de Rimouski. Album-souvenir. Notes historiques 1929-1929, Rimouski, S. Vachon, 1929, p. 1).

région.

Le dossier *Protection des forêts* du fonds d'archives de l'Archidiocèse de Rimouski contient un total de 59 pièces dont 41 ont été produites lors du mandat de Mgr Courchesne. Sur les 59 pièces, 39 sont des correspondances, soit près de 65%, alors que les autres sont des documents d'information: rapports, circulaires, procès-verbaux, etc. Les cinq lettres écrites par Mgr Courchesne sont adressées à des gens influents, à qui il transmet ses

idées face à des situations précises. De plus, certaines pièces en provenance de ses correspondants ainsi que quelques rapports ou procès-verbaux mettent largement en contexte la situation et expliquent les fondements de la pensée de Mgr Courchesne.

## Les relations politiques

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, la matière ligneuse est nécessaire plus que jamais pour l'impression des journaux, mais aussi pour la fabrication des avions anglais, dont l'intérieur est fait de bois. Une lettre<sup>2</sup> comme celle du ministre du département des Terres et Forêts, Honoré Mercier, est représentative de la sollicitation faite auprès des autorités religieuses afin de participer activement à la promotion de la foresterie, non seulement dans le Bas-Saint-Laurent, mais dans tout le Québec. Les termes employés par Honoré Mercier montrent bien l'intérêt de son ministère à recevoir l'appui du clergé afin de rejoindre la population, cherchant «à éveiller l'esprit public et à former, si l'on peut parler ainsi, une conscience forestière». Qualifiant d'«œuvre [...] véritablement patriotique» la protection des forêts contre les incendies, «Voilà pourquoi nous faisons appel au patriotisme de notre clergé dont l'influence est si grande - et avec raison - auprès des populations dont il partage l'héroïque vie», conclut-il. De toute évidence, ce ministre souhaite entretenir de bonnes relations avec les autorités religieuses locales qui sont pratiquement les seules sources d'aide et de référence pour les colons, isolés et préoccupés par des questions d'ordre vital.

### **A project for a National Forest**

Le document *A project for a National Forest (A memorandum on the place of forest production in the economy of Rimouski County)*<sup>3</sup> est particulièrement intéressant puisqu'on y retrouve les objectifs de l'industrie forestière et qu'il suscite aussi les commentaires de Mgr Courchesne. Ce mémoire a été écrit en 1928, peu après l'entrée en fonction de Mgr Courchesne au poste d'évêque du diocèse de Rimouski.

Ce rapport de quinze pages, rédigé par Angus Graham, un contremaître de la compagnie Price Bros de 1922 à 1926 dans la région de Rimouski, décrit la production forestière dans l'économie rimouskoise. Plusieurs années plus tard, en 1945, ce mémoire suscite chez Émile Benoist<sup>4</sup>, collaborateur du journal *Le Devoir*, l'indignation face aux ambitions des compagnies forestières et à la dévastation des forêts. Selon lui, *A project for a National Forest* est un exemple majeur de la stratégie des compagnies forestières pour s'accaparer les régions inhabitées, piller et dominer le pays.

Le document de A. Graham identifie la colonisation comme la cause principale d'une exploitation inadéquate de la forêt. L'auteur critique tout d'abord la politique rurale, fondée sur l'humain plutôt que sur l'économie, alors que l'industrie forestière et minière serait plus rentable pour la Province qu'une communauté de pauvres fermiers luttant pour sa survie. A. Graham affirme que le capital forestier est dépensé inconditionnellement. L'établissement de sites de colonisation menace inévitablement les grandes opérations forestières, allant jusqu'à forcer les compagnies à fermer leurs établissements bien avant que le dernier lot soit concédé. Tant que l'instabilité des concessions demeurera, cela empêchera les compagnies

d'établir d'autres entreprises industrielles.

A. Graham remarque que les propriétaires des fermes plus pauvres ou leurs fils cherchent du travail à l'extérieur pour l'hiver. Il s'agit la plupart du temps du travail forestier, comme ouvriers ou draveurs. Dans ce cas, la forêt comble le déficit de la ferme, et c'est une relation très naturelle et désirable, encore bien vivante dans les plus vieux pays.

Dans la partie intitulée *A rural economy founded on the forest* (Une économie rurale fondée sur la forêt),



Mgr Courchesne au Témiscouata en juillet 1932. (Fonds Congrégation de Notre-Dame du Saint-Rosaire F6-138, tirée de Noël Bélanger, Mgr Georges Courchesne (1880-1950), Archevêché de Rimouski, 2000, p. 89).

A. Graham établit qu'il faut trouver une autre politique rurale qui perpétuera la forêt, et par ce moyen consolidera les populations de fermiers sur n'importe quelle terre capable de les supporter, assurant en même temps la prospérité industrielle des villes. Cette politique serait basée sur la formation d'une «forêt nationale» dans le comté de Rimouski. La forêt couvrirait 1 000 milles carrés, dont 162 milles carrés sont déjà la propriété de la compagnie; le reste proviendrait des terres de la Couronne.

La protection contre les incendies serait facilitée par la formation d'une forêt nationale, puisque ce sont les incendies des colonisateurs le long des frontières qui créent 90% des risques. La délimitation d'un territoire protégé pourrait réorganiser la

protection contre les incendies. Avec l'implantation d'une forêt nationale, la compagnie pourrait enfin adopter des méthodes sylvicoles de qualité.

Selon Mgr Courchesne, la compagnie nuit à la colonisation, pillant la ressource et laissant le colon démuné. La Price Brother's Company reproche pour sa part à la colonisation d'être la cause des problèmes d'approvisionnement éventuels. Même si A. Graham présente son mémoire comme un document pour la protection des forêts, ce dernier ressemble davantage à une justification des agissements de la compagnie, très critiqués par Mgr Courchesne et d'autres personnalités de l'époque. Ce document est particulièrement important, puisque Mgr Courchesne restera toujours préoccupé par l'éventuelle réalisation d'un tel projet.

### **Les compagnies forestières**

De toutes les compagnies impliquées dans l'exploitation forestière, la Price Brothers Company est probablement celle qui domine les préoccupations de Mgr Courchesne et suscite des questions quant à ses projets d'exploitation.

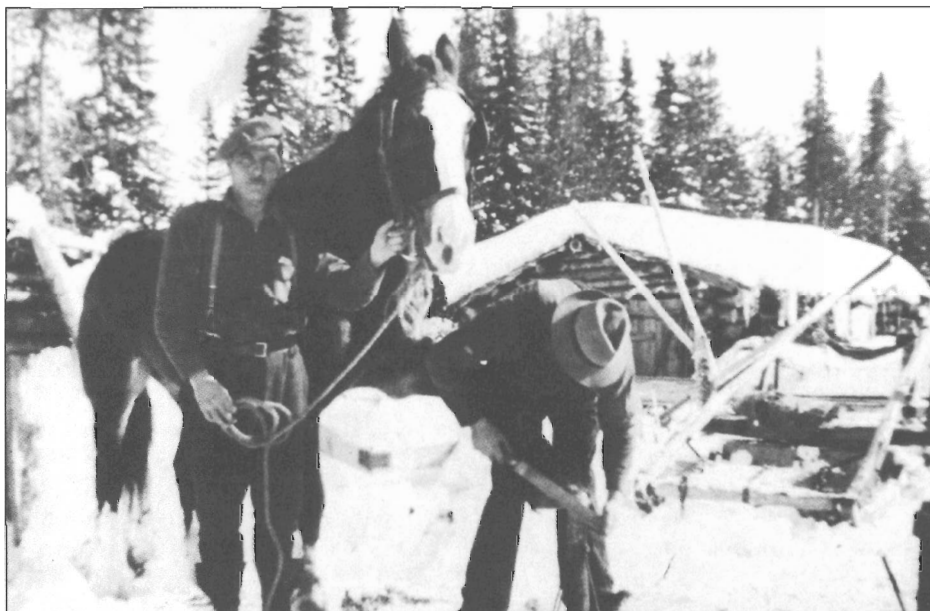
La lettre de Mgr Courchesne au député de Rimouski, Alfred Dubé<sup>5</sup>, exprime bien la tension qui existe entre la compagnie Price et les défenseurs de la colonisation. Voici la situation: la compagnie Price maintient ses activités d'exploitation dans le canton Laroche, malgré le transfert des terres et l'établissement d'une cinquantaine de familles. Les parties ne semblent pas s'entendre sur la réglementation et la légitimité des uns et des autres sur le territoire. Mgr Courchesne met en doute les intentions de la compagnie et les procédés qu'elle utilise pour justifier ses actes, « [...] le contremaître des Price commence sans tarder à exercer ce qu'il appelle son droit, et il semble bien que ce soit à la suite d'entrevues où il a obtenu le consentement de su-

*balternes du gouvernement, sinon davantage». Il reproche à la compagnie de ne pas avoir une conscience assez développée du bien commun et d'être responsable du sous-développement de la colonisation et de l'état de dénuement qui persiste chez les colons. C'est plus généralement à l'impérialisme anglais à l'économie de marché que s'oppose Mgr Courchesne, accusant le système de piller délibérément la ressource au détriment des colons qui en ont aussi besoin pour assurer leur développement, situation aliénante qui les maintient dépendants du secours gouvernemental. Mgr Courchesne dénonce les sanctions injustes appliquées par le gouvernement aux colons et à la compagnie; cette dernière est à peine pénalisée lorsqu'elle enfreint la réglementation, alors que le colon est sévèrement réprimandé en cas d'infraction: « [...] la police devrait mettre en prison le gérant ou celui qui aura donné le scandale d'ordonner des opérations de coupe. Pourquoi pas? Est-ce qu'on n'emprisonne pas le pauvre diable qui abat un arbre sur les réserves sans permis?».*

Une autre lettre de Mgr Courchesne<sup>6</sup> est aussi un bon exemple de son combat pour une exploitation différente de la forêt. Il s'agit dans ce cas de la compagnie Fraser, qui demande des contrats d'approvisionnement pour les 250 prochaines années. Selon l'évêque de Rimouski, il est inconcevable que les territoires soient «donné [s] en pur don à des étrangers et sans charges, un territoire que le régime seigneurial obligeait le seigneur à coloniser». Il affirme sans détour sa frustration en ces termes:

*«Je m'en tiens à ces signes de ma mauvaise humeur. Je n'ai pas d'objection à ce que vous les mettiez sous les yeux du Premier ministre. Je crois que l'heure est grave. [...] Je retrouve ici tout ce qui me crispait à Nicolet quand j'enseignais l'histoire des Cantons de l'Est».*

Une autre lettre tout aussi polémique est adressée directement au Premier ministre<sup>7</sup>, lui signifiant l'ampleur du problème. Mgr Courchesne ne reproche plus seulement à la compagnie de faire obstacle à la colonisation en occupant les terres et en prélevant le bois; il est inquiet de l'avenir de la forêt et des conséquences d'une éventuelle surexploitation. Les tra-



Un forgeron à l'œuvre dans un chantier. (Collection Lionel Pineau).

vailleurs forestiers et les ouvriers des scieries risquent de se trouver sans revenu une fois la ressource décimée. Encore une fois, il critique le laxisme des autorités, permettant à la compagnie de rester en marge de la réglementation. Mais aussi, il s'indigne des reproches accusant le colon d'être responsable de la déforestation, alors que ce dernier n'a accès à la terre, selon lui, qu'une fois la coupe exécutée.

#### **La protection des forêts contre les incendies**

La protection des forêts contre les incendies est souvent au cœur de la

correspondance avec le ministère des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche. La Price Brother's Company et d'autres compagnies accusent les colons et leurs pratiques de provoquer la plupart des incendies. Le ministre insiste aussi sur le respect de la réglementation restreignant la circulation à l'intérieur des territoires forestiers. Cette correspondance traduit bien l'influence du clergé sur la population. Les différents ministères et les compagnies souhaitent la collaboration du diocèse pour assurer la réussite de leurs démarches. Les nombreuses et délicates formules de politesse donnent du moins cette

impression. La lettre du ministre P. Émile Côté à Mgr Courchesne<sup>8</sup>, datée du 27 avril 1942, est un bon exemple de ce type de correspondance, dans lequel il souligne entre autre comment *«Le clergé est notre plus précieux auxiliaire; en effet, la voix du prêtre qui vit au milieu des colons et dont il partage les sacrifices, est toujours écoutée»*. Le ministre est au courant des préoccupations de Mgr

Courchesne, l'abordant en ces mots *«Permettez que nous sollicitons respectueusement votre précieuse collaboration, sachant l'intérêt que porte Votre Excellence à toute cause tendant à la conservation des ressources de notre province»*. Mgr Courchesne n'est pas dupe: sa réponse au ministre mentionne que malgré l'importance des compagnies dans la région, elles laissent aussi un *«nid à feu»* après leur passage. Finalement, la circulaire jointe à la requête du ministre, à l'attention de l'ensemble du clergé québécois, invite les colons à la prudence, rappelant les règles de



base afin que soient sécuritaires les feux d'abattis nécessaires à la préparation de la terre en culture après le défrichage. Il faut un permis (sans frais) pour circuler dans la forêt: «cette mesure n'a pas pour but de fermer la forêt aux gens mais elle permet une étroite surveillance sur les allées et venues de tous ceux qui y pénètrent; c'est le moyen d'établir les responsabilités de chacun et de punir les coupables». Le ministre termine ainsi son plaidoyer: «Dans les circonstances actuelles, il faut que tous les citoyens, sans exception, nous donnent librement leur plus entière coopération. La forêt joue un rôle primordial dans l'économie de notre Province et il faut la préserver des atteintes du feu, son plus grand ennemi».

### L'implication de Monseigneur Courchesne

Lors de la réunion du Comité économique du Bas-Saint-Laurent<sup>9</sup>, le 12 août 1943, est présenté un *mémoire de la Société de Colonisation*, adressé en fait au Premier ministre de la province: «Dans ce mémoire, la Société de Colonisation signale certains abus commis par les exploitants de la forêt, particulièrement à St-Nil où les lots auraient été pillés, avant d'être livrés aux colons et aussi le manque de lots pour rencontrer les exigences des aspirants colons». Trois des personnes présentes, dont le gérant de la compagnie Price à Rimouski, H. M. Wilson, contredisent ces affirmations: «que sa compagnie n'a pas dérogé aux règlements quant à la Colonie de St-Nil» et affirme «les bonnes dispositions de la Cie pour favoriser le développement équitable des colonies».

Selon le Comité économique du Bas-Saint-Laurent,

[...] la délimitation du domaine forestier et du domaine agricole devrait être faite d'après un plan

bien défini, qui permettrait l'établissement des colons suivant les besoins et les possibilités sur des terres propres à la culture, de fonder des établissements viables, puis assurerait des conditions d'exploitation stables aux industries forestières. [...] cette classification des domaines forestier et agricole serait le premier pas à faire pour mettre fin au fléau actuel de la dévastation inconsidérée de nos forêts. MM. Wilson et Kane [représentants de la compagnie Price] remarquent que cette classification permettrait aux industries d'espérer en une certaine assurance dans l'avenir [...] que leur industrie pourrait être développée de manière à mettre en valeur certains bois, [...] et que pour arriver à ce but, il faudrait que la Cie ait l'assurance



Un chantier au canton Jetté. (Collection Lionel Pineau).

d'une propriété permanente.

En 1944, le projet de séparation des terres forestières et agricoles mène à une proposition officielle élaborée conjointement par des représentants du ministère des Terres et Forêts, du ministère de la Colonisation, des représentants de la compagnie Price et du prêtre missionnaire du comté. Dans une lettre datée du 7 mai 1944<sup>10</sup>, Mgr Courchesne transmet au ministre des Terres et Forêts une copie de cette proposition pour que soit appliquée une telle délimitation respectant un certain taux de disponibilité du territoire pour la consolidation de paroisses déjà implantées. Les

exploitants forestiers s'engagent à utiliser de façon maximale la ressource forestière, mais aussi à développer l'économie par des innovations industrielles. Mgr Courchesne est insatisfait de la proposition, soulignant quelques points omis par les rédacteurs: «[...] faut-il, pour faire durer des industries qui ont leur tête à l'étranger et qui ont le soin de nous assurer qu'elles ne pourront pas donner du travail à la population ouvrière qu'elles ont attirée dans nos villages, bloquer définitivement le peuplement d'une région qui est tout d'abord destinée à donner la subsistance aux gens de la région?». Il poursuit avec quelques propositions: reboiser les secteurs défrichés impropres à l'agriculture; terminer et

publier la classification des terres avant que ne soit prise une décision; octroyer la forêt publique entre les zones en culture à des associations coopératives locales plutôt qu'au cartel des compagnies étrangères; porter une attention particulière aux marchands locaux, petits spéculateurs qui cherchent à dévaster les lots avant les compagnies, avec la complicité des politiciens locaux.

### Mandements et circulaires

En complément au dossier d'archives, quelques circulaires de Mgr Courchesne font état de la protection de la forêt, et surtout de son association à l'agriculture et à la colonisation. Une circulaire du 12 juin 1929 commence par dresser un bilan positif du congrès de Colonisation des 4 et 5 juin de la même année, qui laisse entrevoir de larges progrès dans ce domaine. Et Mgr Courchesne d'ajouter:

Les mille milles carrés de forêts qui couvrent encore le sud du comté de Rimouski sont l'objet de trop de convoitises de la part de certains gros marchands de bois, et une grande

compagnie qui exploite à la fois nos forêts et nos gens, aura trop multiplié ses démarches depuis un an, pour que nous ne surveillions pas le classement qui va se faire dans ces territoires par la Commission du gouvernement de Québec [...] Nous ne devons aucune hostilité à cette compagnie, mais rien ne nous autorise à la laisser se tailler chez nous un domaine seigneurial, alors que nous en avons besoin pour l'expansion pacifique de notre population catholique. Il s'agit là d'une question de bien commun, et je compte bien que nous serons toujours unanimes quand il s'agira d'appuyer la résistance que nos hommes d'État ont jusqu'ici opposée aux projets de réserve forestière perpétuelle dont je parle<sup>11</sup>.

Mgr Courchesne pe-  
çoit les défricheurs, qui ne  
maîtrisent aucun autre métier que  
celui de préparer le terrain, comme  
des parasites nécessaires à la coloni-  
sation. Il se méfie aussi des présumés  
colons, pilliers de bois, qui laissent  
des sols «en jachère ou en brousse».  
Dans sa circulaire du 24 décembre  
1934, il prépare d'ailleurs les prêtres

*Réj. 28 avril. Nos amis bûcherons  
opposent à notre circulaire -  
Nos bûcherons confient leur sort  
et leur avenir à la main d'un  
seigneur d'État - J. S.*



MINISTÈRE DES TERRES ET FORÊTS  
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE  
PROVINCE DE QUÉBEC  
CABINET DU MINISTRE

Québec, le 27 avril, 1942.

A Son Excellence  
Mgr Georges Courchesne,  
Evêque de Rimouski,  
Rimouski.  
ARCHIVES DU  
DIOCESE DE  
RIMOUSKI

Excellence,

Permettez que nous sollicitons respec-  
tueusement votre précieuse collaboration, sachant  
l'intérêt que porte Votre Excellence à toute cause  
tendant à la conservation des ressources de notre  
province.

Anticipant votre assentiment, nous nous  
proposons d'adresser la circulaire ci-jointe aux  
curés de certaines paroisses de votre diocèse, leur  
demandant de nous prêter leur bienveillant concours,  
en prêchant la prudence et l'observation des règlements  
du Service de la Protection des Forêts, principalement  
pour parer au fléau de l'incendie.

Le clergé est notre plus précieux auxi-  
liaire; en effet, la voix du prêtre qui vit au milieu  
des colons dont il partage les sacrifices, est toujours  
écoutée.

Votre Excellence voudra bien accepter,  
avec nos remerciements, l'assurance de nos sentiments  
dévoués et respectueux.

P. Emile Côté

et curés aux objections contre la  
colonisation:

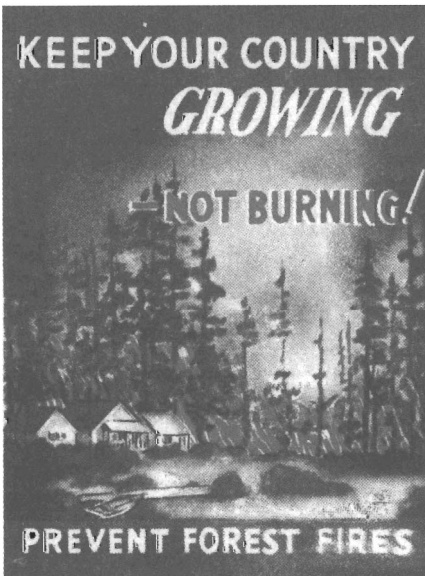
*Attendons-nous, en continuant  
ce travail, à rencontrer des obstacles.  
Il y a des intérêts en conflit. La coloni-  
sation n'entame pas que le domaine  
exploité par les industriels du bois.  
Elle voue à la mort des scieries qui font  
vivre des ouvriers. Tout ce douloureux  
problème a besoin d'être abordé avec  
un grand souci de trouver les solutions  
les plus favorables au bien commun.  
Industrie précaire, celle du bois recule  
inévitablement. Il est hors de doute  
qu'elle répand encore dans la région  
un numéraire qui atténue la crise dans  
notre Bas-Saint-Laurent. Serait-il possi-  
ble de rêver d'une exploitation moins  
massive et moins sollicitée par les di-  
videndes à payer?*

Mgr Courchesne favorise en  
conséquence les regroupements de  
travailleurs pour la défense de leurs  
droits, notamment la formation  
d'une section des bûcherons à l'Union  
catholique des cultivateurs (UCC). Il  
en fait ainsi l'éloge dans sa circulaire  
du 25 janvier 1940, traitant de «L'UCC  
et ses réalisations dans le diocèse»:

*Il faut dire qu'à la faveur  
de la crise, l'on exploitait plus  
qu'il ne convient nos ouvriers  
saisonniers de la forêt. En 1934,  
les chefs de l'UCC centrale  
fondèrent une section des bû-  
cherons, pour cette bonne raison  
que soixante-quinze pour cent  
des bûcherons sont des cultiva-  
teurs ou des fils de cultivateurs.  
[...] Cette classe de travailleurs  
est exposée à l'influence de  
maraudeurs moralement infectés.  
On a pu voir dans les congrès que  
l'esprit de l'association catho-  
lique discipline ces ouvriers et les  
soustrait à de ténébreuses infiltra-  
tions. [...] L'avantage de cette  
section consiste en ce qu'elle  
laisse nos bûcherons plus près de  
l'influence des cultivateurs que de  
celle des ouvriers des grandes  
villes industrielles<sup>12</sup>.*

En 1941, l'évêque fait  
part cette fois de ses réflexions  
sur l'exploitation à outrance des  
forêts bas-laurentiennes:

*Or, au dire d'employés des  
divers ministères du gouvernement de  
Québec et des employés des compa-  
gnies qui exploitent nos forêts, il y a  
lieu de penser que l'exploitation  
présente est tellement massive, que les  
forêts du sud du comté de Rimouski ne  
devront guère durer plus de vingt-cinq*



Keep your country growing - not burn-  
ing! (timbre de propagande), [1941],  
AAR, Protection des forêts, A-20.



Yours in trust (timbre de propagande)  
[1941], AAR, Protection des forêts, A-  
20.

ans, [...] Jamais, me dit-on, la destruction de la forêt n'y fut plus intense et plus totale. Jusqu'ici on semblait procéder comme sous le coup d'une panique, à la pensée que les colons pourraient un jour demander le sol. Depuis la guerre, on est sans doute sollicité par les commandes marchandes et par le désir d'encaisser au plus tôt des profits, la forêt dut-elle en périr.

Il faut savoir que les compagnies industrielles sont sous la direction de syndicats financiers et non sous la direction d'experts industriels. Cela fait que le syndicat financier anonyme a son point de vue: les dividendes. Et les experts industriels de ces compagnies doivent exécuter les consignes, même s'ils prévoient la ruine prochaine de l'industrie. J'ai entendu de ces ingénieurs me dire, navrés, qu'il ne leur a jamais été permis de mettre en œuvre les études forestières qu'ils ont faites il y a vingt-cinq ans, et de procéder à du reboisement, entre autre chose. [...]

Naturellement les colons à qui il arrive cette chose rare de recevoir un lot qui n'a pas eu le temps d'être dépouillé par la compagnie, suivent l'exemple et dévastent au plus tôt, sans réserve, le malheureux lopin. Calcul de pauvre homme ébloui par la perspective d'une fortune de mil à quinze cents piastres en un an. [...]

Et quand on a demandé aux véritables industriels des compagnies pourquoi il n'y a pas plus de prévision dans la coupe du bois, pourquoi il n'y a pas des méthodes plus scientifiques qui permettraient de prévoir le regain du bois et de la future récolte, dans cinquante ans, la réponse est venue: Nous n'y pouvons rien. Les directeurs nous disent que la compagnie est trop pauvre pour faire ce travail scientifiquement. [...]

Mgr Courchesne croit à la nécessité de pousser le niveau d'étude et de connaissance des gens pour leur permettre de surpasser cette situation et d'acquérir de l'autonomie. Il distingue les syndicats financiers à la tête des compagnies de leurs représentants locaux qui sont eux-mêmes soumis au bon vou-

loir des dirigeants.

\* \* \*

Pour Mgr Courchesne, la famille est le milieu essentiel à une vie saine et équilibrée, préservant les valeurs chrétiennes. Cela permet de comprendre l'implication de Mgr Courchesne dans les grandes questions économiques et industrielles de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle:

*Les petites scieries, pour la plupart, fonctionnaient au ralenti, ou bien avaient dû cesser leurs opérations, faute de matière première. Les villageois devaient souvent s'en remettre à l'aide matérielle apportée par un membre de la famille déjà établi sur une terre de la paroisse, ou encore compter sur la générosité du curé qui redistribuait aux plus démunis les produits agricoles reçus en guise de dîme ou de capitation. [...] Pour Mgr Courchesne, il fallait accentuer le travail des prédécesseurs, donner une nouvelle impulsion au mouvement de colonisation, réévaluer le potentiel des terres déjà touchées par la colonisation, mais abandonnées depuis. Cependant des obstacles formidables se dressaient devant le projet de consolidation de certains centres et l'ouverture de nouveaux territoires à la colonisation, [...] la présence de plusieurs grandes compagnies forestières qui convoitaient les riches forêts à leurs propres bénéfices [...]*<sup>13</sup>.

D'après Noël Bélanger, le combat pour la forêt est l'un des plus engagés de Mgr Courchesne, «les forces en présence étant nombreuses, bien nanties, jouissant d'appuis politiques influents». Tout en favorisant la colonisation agricole qui assurerait la survie d'une culture unique en Amérique, Mgr Courchesne entrevoyait une colonisation agricole solide dont l'exploitation forestière serait complémentaire, et dont le colon pourrait bénéficier lui-même, sans être soumis aux aléas des grandes compagnies étrangères. Mais l'évêque de Rimouski était aussi conscient qu'il était difficile de se passer des investissements des compagnies.

Pour tirer des conclusions

plus élaborées sur les idées de Mgr Georges Courchesne quant à l'exploitation forestière et la protection des forêts, il serait aussi pertinent d'analyser les dossiers sur la colonisation conservés aux archives de l'Archidiocèse de Rimouski et d'approfondir la relation avec la doctrine sociale de l'Église, en vogue à cette époque.

## Notes

- 1 Maude Flamand-Hubert a rédigé un document d'une cinquantaine de pages dans le cadre du cours HIS-05-01: Archivistique donné par Pierre Collins. Pour obtenir cet article, le texte a été abrégé et modifié par Jean Larrière.
- 2 *Lettre d'Honoré Mercier à Mgr Georges Courchesne*, 17 avril 1928; Cote A-20 *Protection des forêts*.
- 3 *Mémoire d'A. Graham: A project for a national forest*, novembre 1928; Cote A-20 *Protection des forêts*.
- 4 Émile Benoist, *Rimouski et les pays d'en-bas*, Montréal, Les Éditions du Devoir, 1945, p. 54 à 62.
- 5 *Lettre de Mgr Georges Courchesne à Alfred Dubé*, 17 juillet 1937, Cote A-20, *Protection des forêts*.
- 6 *Lettre de Monseigneur Courchesne*, 193-?; Cote A-20, *Protection des forêts*. Malheureusement sans date et dont le destinataire est inconnu (en fait, il semble que la première partie est manquante).
- 7 *Lettre de Mgr Georges Courchesne à Adélar Godbout*, 26 avril 1941; A-20. *Protection des forêts*.
- 8 *Lettre de P. Émile Côté à Mgr Courchesne*, 27 avril 1942, Cote A-20, *Protection des forêts*.
- 9 *Procès-verbal du Comité économique du Bas-Saint-Laurent*, 12 août 1943; Cote A-20, *Protection des forêts*.
- 10 *Lettre de Mgr Georges Courchesne à Wilfrid Hamel*, 7 mai 1944; Cote A-20, *Protection des forêts*.
- 11 *Mandements et circulaires*, vol. 1, no 7, Évêché de Rimouski, le 12 juin 1929, «*Question de colonisation*», p. 74-75.
- 12 *Mandements et circulaires*, vol. 2, no 72, Évêché de Rimouski, le 25 janvier 1940, «*L'UCC et ses réalisations dans le diocèse*», p. 322.
- 13 Noël Bélanger, *Monseigneur Georges Courchesne, 1880-1950*, Rimouski, Édition de l'Archevêché de Rimouski, 2000, p. 86-87.

# Les familles Saint-Laurent de la région rimouskoise

Béatrice CHASSÉ

Pierre Laurent, le pionnier, accompagnait le seigneur René Lepage de Saint-Claire lors de son arrivée en terre rimouskoise à l'origine du site urbain que nous connaissons au XXI<sup>e</sup> siècle. Le seigneur et son compagnon venaient de Saint-François de l'île d'Orléans. Ils n'étaient sûrement pas conscients à cette époque-là de l'avenir réservé au petit bourg qu'ils allaient fonder ensemble sur le bord de l'estuaire.

Arrivés vers 1700, Pierre Laurent et son épouse Constance Guérinet (ou Garinet) s'établirent sur une terre située dans la paroisse mère de Saint-Germain et bornée à l'est par l'actuelle paroisse de Saint-Yves. À la deuxième génération, plusieurs des descendants ont changé le nom de Laurent pour celui de Saint-Laurent. Nous lisons dans le registre de Rimouski, à la date du 10 décembre 1729, la mention du décès d'Étienne, fils de Pierre Laurent et de Constance Guérinet.

Dans le registre, Étienne était enregistré sous le patronyme de Saint-Laurent. Puis après 1758, le nom de Laurent disparaît, laissant la place aux Saint-Laurent pour la branche rimouskoise de cette famille<sup>1</sup>.

Il est évident que l'ancêtre Pierre Laurent était tenu en haute estime par les Rimouskois et les autorités coloniales de son époque. Dans

une ordonnance datée du 16 juin 1736, l'intendant Hocquart mentionnait le nom de l'ancêtre de la famille Saint-Laurent, au même titre que celui du seigneur Pierre Lepage de Saint-Barnabé. Cette ordonnance est reproduite *in extenso* dans le numéro 2 de la collection Les Cahiers de L'Estuaire, p. 71. Dans ce même cahier, on trouvera aussi une notice consacrée à *Pierre Laurent, le pionnier*<sup>2</sup>.

En 1739, Pierre Laurent faisait donation de la terre d'origine à son fils Joseph et à son épouse, Louise Rioux, fille du seigneur Nicolas Rioux de Trois-Pistoles. Ce patrimoine a été transmis à l'intérieur de la famille Saint-Laurent jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. En 1840, Ulfrand Saint-Laurent en était le propriétaire<sup>3</sup>. La terre ancestrale a été vendue par Georges Saint-Laurent en 1917. À cette date, le bien patrimonial passait à Joseph-P. Bellavance, le nouvel acquéreur<sup>4</sup>.

La branche rimouskoise de la

famille Saint-Laurent compte parmi ses ancêtres un héros de la guerre de Sept Ans. Joseph Saint-Laurent «*de la seigneurie de Rimouski*» a été blessé pendant le siège de Québec, puis transporté à l'Hôpital-Général où il est décédé le 6 septembre 1759. Depuis, les sœurs de cet hôpital n'ont pas cessé d'entretenir soigneusement son lieu de sépulture<sup>5</sup>. Joseph avait pris les armes avec un groupe de miliciens partis à la défense de leur terre et de toute la Nouvelle-France.

## Notes

1 Voir le PRDH sous Laurent et St-Laurent.

2 Béatrice Chassé, *Rimouski et son île* dans Les Cahiers de L'Estuaire, no 2, Rimouski, UQAR, Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent et le GRIDEQ, 2003, p. 62.

3 *Ibid.*, p. 83s. Voir la carte de l'arpenteur Ballantyne datée de 1840. Cette carte montre l'emplacement de la terre de la

famille Saint-Laurent et des autres propriétaires de Rimouski.

4 Vente par Georges Saint-Laurent à Joseph-P. Bellavance, notaire L.-G. Belzile, 22 mars 1917, BER no 44767.

5 Jean-Yves Bronze, *Les morts de la guerre de Sept Ans au cimetière de l'Hôpital-Général de Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 108.



Vue aérienne du centre-ville de Rimouski. (Photo: Jean-Luc Théberge).

# La religion de mon enfance

Jean-Yves THÉRIAULT

**E**n 1950, j'avais dix ans. J'habitais à Saint-Octave-de-Métis, plus précisément au Grand-Remous, sur la route entre Price et Sainte-Angèle. Du matin au soir, du dimanche au samedi, de l'Avent à la Toussaint, nos vies étaient encadrées et rythmées par des pratiques religieuses devenues traditionnelles. La foi issue de l'évangile de Jésus Christ avait curieusement été remodelée dans une religion faite d'observances et de rituels, semblable à celle des pharisiens contemporains de Jésus.

## Des journées rythmées par la prière

Dès le lever matinal, nous étions invités à amorcer notre activité consciente par une prière, comportant idéalement l'offrande au Seigneur de la journée commençante. Chez nous, petits cultivateurs, il fallait nous hâter pour traire les vaches, nourrir les animaux et déjeuner avant de partir à l'école du troisième rang. Bien entendu, la classe commençait par une prière et une invocation à l'Esprit Saint, chantée comme on le pouvait! Puis venait en priorité, la leçon de catéchisme. L'avant-midi se terminait encore par une courte prière vite exécutée par des gamins qui s'envolaient vers la maison.

Quand la troupe d'enfants (chez nous, trois ou quatre selon les années) faisait irruption dans la maison, notre mère refrénait un peu les ardeurs en demandant de réciter chacun pour soi un *benedicite*, ce qui était vite fait avec un simulacre de signe de croix. Quant à la récitation des *grâces* à la fin du repas, la pratique demeurait plus anarchique, car la sortie de table se faisait souvent à géométrie variable.

L'après-midi suivait le même modèle, toutes les activités étant

moralelement évaluées en référence à la religion. On faisait le bien pour mériter son ciel et on évitait le mal par crainte de l'enfer. On nous incitait à l'obéissance pour ne pas offenser le *bon Dieu* ou déplaire au *petit Jésus*. Au terme de la journée, c'était la prière en famille. Chez nous, elle était assez élaborée, car elle comprenait le chapelet, la récitation des neuf *actes*, et une longue prière familiale que notre mère récitait de mémoire, que je serais incapable de répéter. Tout cela à genoux, bien droits sur le bord de la table, malgré le mauvais exemple de notre père qui s'installait avec moins de rigueur, courbé sur le siège d'une chaise.



Une première communion pour Jean-Yves Thériault.

## De longues «grandes messes»

La religion catholique marquait particulièrement deux jours de la semaine: le dimanche et le vendredi. Le repos dominical était sacré, toute *œuvre servile* étant prohibée. Il fallait une autorisation expresse du curé, rarement accordée, pour rentrer du foin avant une pluie imminente. Nous les jeunes étions bien heureux de cette journée chômée, qui ne dispensait cependant pas de la traite des vaches et du soin des animaux.

Le dimanche était toutefois bien entamé par la messe dominicale obligatoire. On prenait une heure pour atteler le cheval au boghei, ou à la carriole en hiver, et se rendre à l'église de Saint-Octave, située à quatre kilomètres de la demeure familiale, alors que celle de Price était à moins d'un kilomètre et demi. Lien paroissial oblige, et le curé, Mgr David Michaud, tenait à ses ouailles. La *grande-messe* en latin, chantée en grégorien, était bien longue pour des jeunes: avec un prône bien étoffé et un sermon qui s'éternisait, elle pouvait nous retenir pendant deux heures. Bien des dames jouaient du coude pour tenir leur époux éveillé! Presque personne ne communiait au cours de cette messe, car il fallait être totalement à jeun depuis minuit, même l'eau étant prohibée! Les rares dimanches, aux principales fêtes, si l'on voulait communier, on se rendait plus tôt à une *basse messe*, vite dite à la sacristie. Comme il fallait être en *état de grâce* pour communier, on devait nécessairement défiler au confessionnal pour avouer tous les *péchés mortels* commis pendant les semaines ou mois écoulés depuis la précédente confession. Ensuite, après avoir absorbé un lunch apporté



de chez nous, on revenait à la *grande-messe* qui demeurait essentielle. Nos parents occupaient le banc que toute bonne famille se devait de payer annuellement, et nous allions au jubé des jeunes, local habituellement surveillé par une religieuse. Après l'*Ite missa est*, sans attendre la lecture du dernier évangile, les hommes se glissaient à l'extérieur afin d'avoir le temps de «placoter» un peu autour du perron de l'église, avant le rapide retour à la maison au cours duquel chacun essayait de montrer la supériorité de son cheval.

Nous revenions vers midi, pour le meilleur repas de la semaine. Par contraste, le vendredi était jour de pénitence. Nous devions faire abstinence de viande toute la journée. Le poisson était permis. S'il n'était pas dispendieux, il était toutefois peu varié, et les espèces avec arêtes nombreuses étaient souvent notre lot. Bref, le poisson est longtemps resté

pour moi symbole de pénitence. Ceux et celles de mon âge se rappellent la casuistique bien rabbinique que l'on faisait pour déterminer les mets qui étaient permis ou défendus le vendredi: sortes de soupes, fèves sans lard, etc.

#### **L'année structurée par les fêtes religieuses**

Chaque saison comportait ses rites et célébrations. Les fêtes regroupées autour de Noël constituaient toutefois le cœur de l'année religieuse. Dans la religion catholique, on devait s'y préparer par la pénitence. Le temps de l'Avent ne fut cependant jamais aussi respecté que le carême. On y était surtout occupé à préparer le temps des Fêtes.

De Noël et des célébrations qui l'entourent, il y a trop à rappeler. Du point de vue religieux, je retiens surtout la messe de minuit, qui représentait d'ailleurs le climax de l'année liturgique. Pour une fois, on pouvait communier sans avoir eu à jeûner. À voir certaines personnes

revenir dans la procession de communion, on comprenait qu'elles avaient anticipé la fête avec un breuvage qui n'était sûrement pas de l'eau bénite. La messe de minuit comprenait en fait deux messes. Une première, toute en latin, introduite par le *Minuit chrétiens*, accompagnée de chants grégoriens appropriés; et une seconde, récitée plus discrètement par le célébrant, qui donnait l'occasion à la chorale d'exécuter avec plus ou moins de brio les chants de Noël traditionnels. Après le jour de l'An et



Une classe d'autrefois.

la fête des Rois, le temps des Fêtes se prolongeait, dans les campagnes où l'activité était au ralenti, jusqu'au 2 février. C'était alors la Chandeleur. Les cierges bénits à l'église étaient conservés pour usage éventuel lors de maladie ou de mortalité. On les allumait aussi au cours des orages électriques, pour se protéger du «tonnerre», disait-on.

Le carême catholique d'autrefois reste dans toutes les mémoires des gens de ma génération. Il commençait un mercredi, 46 jours avant Pâques, par la réception des cendres, faites de rameaux bénis et brûlés ad hoc, pour nous rappeler que nous étions de la poussière. Jeûne, abstinence et pénitences de toutes sortes étaient fortement recommandés et assez largement pratiqués. On mettait l'accent sur la privation, en particulier de nourriture et de boisson, plutôt que sur la pratique de bonnes œuvres. La mi-carême donnait un répit d'une journée: on en profitait pour «se déguiser» et visiter

les maisons du voisinage en faisant la foire. Puis, reprise de la mortification jusqu'au Vendredi saint, jour où elle culminait. Nous prenions la résolution de garder le silence de midi à trois heures, en récitant des chapelets, vœu qu'il était bien difficile de tenir!

Le jour des Rameaux, le dimanche qui précède Pâques, annonçait la fin prochaine du carême. On apportait à l'église des branches de sapin ou de cèdre qui faisaient office de palmes: bénis, ces rameaux étaient conservés précieusement, accrochés dans les diverses pièces de la maison et dans les dépendances, pour protéger du feu et de dangers divers. On les employait aussi comme goupillons pour asperger d'eau bénite le corps des mourants. La cérémonie du Samedi saint se faisait le matin, et bien peu de gens y assistaient. Les privations cessaient ce jour-là. On allait préparer

l'endroit pour recueillir l'eau de Pâques avant le lever du soleil, cette eau réputée se conserver sans corruption et avoir des propriétés miraculeuses contre certaines maladies. Quand il faisait beau, nous prétendions aussi voir le soleil danser au matin de Pâques. Cette fête était ensuite beaucoup plus marquée par l'abondance et la richesse de la nourriture que par sa qualité religieuse.

Restait encore le dimanche de la Quasimodo, ultime moment pour les retardataires de *faire leurs Pâques*. Puis allaient venir les Rogations (36 jours après Pâques) avec des rituels pour demander la protection des semences et de bonnes récoltes; la Fête-Dieu avec sa traditionnelle procession à un lieu de reposoir décoré avec faste, dans une des deux rues qui s'entrecroisent pour former le village; la Saint-Jean, célébrée avec beaucoup de folklore dans les agglomérations plus importantes; la Sainte-Anne avec ses neuvaines et pèlerinages, le 26 juillet; et

j'en passe, pour arriver enfin à la Toussaint, le premier novembre, suivie du Jour des morts le lendemain. S'étirait alors le mois de novembre, triste mois des morts. On pourrait encore ajouter la retraite paroissiale annuelle, les mois de Marie (mai et octobre), la fête du Sacré-Cœur, de saint Joseph et les diverses célébrations mariales.

De la naissance à la mort, la vie humaine était sous le signe de la religion. Le plus tôt possible après la venue au monde de l'enfant, dix chez nous, on le baptisait pour le libérer du démon et empêcher qu'il n'aille aux limbes en cas de décès subit. Puis, au printemps de la première année de l'école venaient la première confession suivie de la *petite communion*. Vers la fin du primaire, la *communion solennelle*, précédée d'une ou deux semaines complètes de «marche au catéchisme», prenait plus d'importance que la confirmation. Dans nos

paroisses, toutes les noces comprenaient des mariages à l'église, souvent précédées d'une bénédiction des fiançailles. Et puis quand venait le temps de la mort, le sacrement de l'extrême onction, administré de fait à la dernière minute, clôturait les rites sacramentels de passage. On faisait quelques jours de «veillée au corps» à la maison, avec récitation répétée du chapelet. Des funérailles *en noir* ouvraient enfin une période conventionnelle de deuil.

Pour maintenir la pratique religieuse de tout son monde, le curé visitait annuellement tous les foyers de sa paroisse, selon un calendrier et un horaire établis pour assurer la présence de tous les résidents. Il en profitait pour recueillir la dîme, la quête de l'Enfant Jésus et autres redevances qui n'étaient pas encore acquittées. Il assurait ainsi l'emprise de la religion sur tous ses paroissiens et sur toutes les activités de la super-

ficie paroissiale. Il maintenait ainsi une religion bien structurée, axée sur une morale et sur une pratique encadrant tous les moments de la vie, laissant peu de place à la liberté et donnant beaucoup de poids à l'autorité. Le salut se méritait, la damnation restait menaçante.

# Lettres anciennes: Une famille de Grand-Métis en deuil (1907-1908)

Jean LARRIVÉE

Ah! la vie! Avec ses joies, ses aléas, ses peines... Dans les épreuves, comme il peut être réconfortant d'avoir le soutien de la famille ou des amis proches. Un téléphone, un télégramme, une lettre: gestes anodins mais parfois si importants pour la personne qui les reçoit. La preuve: certaines personnes ont conservé pendant des décennies, dans leurs papiers personnels, une ou des lettres qui les ont marquées.

Récemment, par un pur hasard<sup>1</sup>, j'ai découvert quelques lettres datant presque d'une centaine d'années (1907 et 1908) qui impliquaient un membre de ma famille lointaine. Il s'agit d'Eugénie Larrivée (1882-1977), fille de Michel Larrivée et d'Élisabeth Brand de Grand-Métis. Eugénie était donc la tante de mon père et elle avait résidé chez mes parents quelques semaines un peu avant sa mort. Elle leur avait légué des photographies anciennes qu'elle avait prises. Dans les boîtes, il y avait cinq lettres égarées parmi ces images d'une autre époque.

Le 8 février 1907, la famille Larrivée de Grand-Métis est affligée par le deuil d'un enfant en bas âge: Eugénie vient de perdre sa sœur Anna, âgée de 17 ans. L'épreuve est douloureuse pour Eugénie qui a seulement 18 ans. Un peu de chaleur humaine arrive via une missive de Montréal. Voici un extrait de cette lettre:



Restaurant et garage de Grand-Métis vers les années 1950, détruit lors de la réfection de la route 132 près du pont de Métis. (Photo Lorenzo Fortin, Collection du Comité de patrimoine de Price).

Montréal, 17 février 1907

Chère Amie,

*Laissez-moi vous dire la grande part que je prends à vos douleurs dans la perte que le Ciel vient de nous faire subir! Oui, avec vous, je répète les dernières lignes de votre missive: tout finit ici-bas, le chagrin est le partage de tout être! Mais qu'y a-t-il de plus dur aux cœurs unis de se séparer et pour la vie? C'est un chagrin, une peine, une profonde douleur qu'on emporte nous-même dans la tombe, où nous irons tous un jour ou l'autre. Je ne veux pas vous attrister davantage, il vous reste un souvenir, le meilleur, vous savez que votre bien-aimée sœur est allée retrouver Celin qu'elle adorait sur la terre; soyez-en contente, et avec vous demandons à ce Dieu qu'il abrège les souffrances temporelles. C'est là le devoir qu'il nous reste à remplir.*

*M<sup>lles</sup> Cadieu, M. Bélanger et M<sup>lle</sup> Doalin vous offrent leurs plus tendres sympathies et vous promettent qu'un souvenir lui sera accordé dans leurs prières.*

*(...) Bon courage, recevez les meilleures sympathies d'une qui sait elle-même et a souffert la perte d'un bon et tendre père et se dit votre amie peinée.*

**Amélia Marcil**

À peine remise du départ de sa sœur Anna, Eugénie Larrivée se voit à nouveau confrontée à la mort. Sa jeune sœur Rosalie, âgée de 15 ans, décède le 9 novembre 1908. La famille Larrivée est atterrée... Bien sûr la petite Rosalie était très malade mais le départ d'un enfant, d'une sœur reste toujours une épreuve douloureuse. Et voilà que cette famille de Grand-Métis reçoit une lettre de sympathie en provenance de la Métropole.

Verdun, 12 nov. 1908

Monsieur et Madame M. Larrivée

Chère sœur et beau-frère,  
Permettez-nous de pleurer avec vous cette chère petite Rosalie que la mort a ainsi enlevée à la fleur de l'âge; la si redoutable visiteuse a de nouveau frappé à votre porte, meurtrissant de nouveau votre cœur.

Pleurons-la tous, mais ne lui envions pas son bonheur. Dieu voulait une fleur de plus pour orner son beau paradis et c'est à vous qu'il s'est adressé.

C'est un bien grand sacrifice que le divin Jardinier exigeait de vous, la nature ne perdant jamais ses droits mais dans sa grande Sagesse Dieu qui éprouve ceux qu'il aime sait aussi mesurer l'épreuve à nos forces. (...)

Courage donc, chère sœur et beau-frère et si la sympathie de cœurs sincères vous est une consolation dans votre douleur, vous avez la nôtre et celle de toute la famille que la mort de votre petite Rosalie a très affligée. (...)

**Lumina et Charles**

Le lendemain, 13 novembre 1908, Eugénie Larrivée reçoit une autre lettre de condoléances et d'encouragement d'une amie, Annie Brand.

Verdun, 13 nov. 1908

Mademoiselle Eugénie Larrivée

Ma chère Eugénie,

Ma pauvre, pauvre enfant! Le malheur a de nouveau frappé à votre porte, brisant encore des liens de famille, et te laissant meurtrie sous le poids de cette douloureuse épreuve. Laisse-moi te dire ici la grande part que je prends à ta peine. C'est de tout mon cœur que je joins mes regrets aux tiens.

Elle est partie si jeune, après avoir tant souffert durant cette si longue maladie qu'il est permis d'espérer qu'elle occupe maintenant sa place dans le beau paradis.

(...) Je voudrais que ce papier fut animé pour mieux exprimer l'ardeur de ma sympathie. Que je voudrais pouvoir adoucir ton chagrin, j'aimerais être près de toi, essayant de mon amitié envelopper ta douleur. Mais hélas! Je suis faible et impuissante devant mes désirs. Aussi c'est au Divin Consolateur que je m'adresse, lui demandant d'adoucir le coup qui te frappe. (...)

Écris-moi vite, donne-moi des détails sur ton existence, sur tes projets, cela distraira ta douleur. Et si tes regrets étaient trop vifs, tu trouveras en moi une amie compatissante devant laquelle tu pourrais laisser couler tes pleurs sans crainte certaine d'être compromise et cela te soulagerait tant je le devine. Que Dieu te garde, te soutienne et fasse luire pour toi des jours heureux.

Au revoir, à bientôt et crois à la vive sympathie de toute la famille.

Ta très affligée,  
**Annie Brand**

Le 16 novembre 1908, les parents d'Eugénie reçoivent une lettre de leur nièce Annie qui réside à Fall River au Massachusetts et le 8 décembre 1908, une autre amie, Amélia Marcil, adresse, sous forme épistolaire, son support moral à la jeune Eugénie dans les mêmes termes que les lettres précédentes où la part du divin occupe une place essentielle.

Ces quelques lettres d'encouragement ont traversé le temps; les personnes qui les ont écrites ou reçues sont à leur tour décédées. Cela fut une tâche agréable et émouvante pour moi de vous faire partager ces brefs instants d'humanité.

#### Sources:

- Lettre d'Amélia Marcil à Eugénie Larrivée. Montréal, 17 février 1907.
- Lettre de Lumina et Charles à Monsieur et Madame M. Larrivée. Verdun, 12 novembre 1908.
- Lettre d'Annie Brand à Eugénie Larrivée. Verdun, 13 novembre 1908.
- Lettre d'Annie à son oncle et sa tante, Fall River (Massachusetts), 16 novembre 1908.
- Lettre d'Amélia Marcil à Eugénie Larrivée. Montréal, 8 décembre 1908.

#### Note

- 1 Pur hasard? À chaque année, j'effectue quelques visites au cimetière de Saint-Octave situé juste en bas de ce beau village. Je fais le tour des pierres tombales de ma famille (père, grand-père, grand-mère, arrière-grand-père etc.). J'étais toujours un peu intrigué par les épitaphes inscrites sur deux pierres tombales blanches installées de chaque côté de celle de mes arrière-grands-parents Michel Larrivée et Élisabeth Brand. On peut y lire que leurs filles, Anna et Rosalie, étaient mortes en bas âge. J'imaginais le drame que cela représentait pour des parents. La découverte de ces lettres m'apporte quelques éléments de réponse.

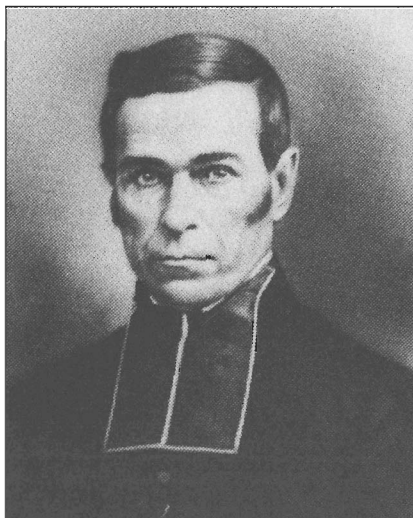
# Léon Provancher, 4<sup>e</sup> curé de L'Isle-Verte (1852-1854)

Emmanuel RIOUX

L'Isle-Verte peut se vanter d'avoir comme quatrième curé l'abbé Léon Provancher, le célèbre scientifique qui a donné son nom à la Société devenue propriétaire en 1929 de l'île aux Basques.

Fils de Joseph-Étienne Provancher et Geneviève Hébert, il naît à Bécancour le 10 mars 1820. Après ses études classiques au Séminaire de Nicolet (1834-1840), il fait ses études théologiques à Québec où il est ordonné prêtre en 1844, avec Jean Langevin, futur évêque de Rimouski. Nommé vicaire dans quelques paroisses, il devient curé de Grosse-Île (1847), de Saint-Victor-de-Beauce (1848), puis de Saint-Jean-Baptiste-de-L'Isle-Verte (1852-1854): c'est ici qu'il s'intéresse à la flore et à la faune (plus particulièrement les mollusques) du littoral.

Par la suite, tout en étant curé de Saint-Joachim (1854-1862), il publie *Essai sur les insectes et les maladies qui affectent le blé* (1857), *Traité élémentaire de botanique* (1858), *Le Verger canadien* et *Flore canadienne* (en deux tomes), en 1862. Il entre en contact avec des scientifiques, un botaniste de l'Université Laval et un entomologiste de Washington. En décembre 1868, il fonde la revue *Le Naturaliste canadien*, où les savants peuvent exposer leurs découvertes et observations, tout en initiant les lecteurs à l'étude de la nature. L'année suivante, il démissionne du ministère paroissial et il s'installe à Saint-Roch, puis en 1872 à Cap-Rouge, où pendant 20 ans il consacrera la presque totalité de son temps aux sciences naturelles. À partir de 1874, il publie *Petite faune entomologique du Canada*. Il découvre et décrit plus de 1 000 espèces, jusque-là inconnues, d'insectes hyménoptères. Reconnu pour «son fort caractère et son



L'abbé Léon Provancher 1852-1854. (Album souvenir des fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire d'érection canonique de L'Isle-Verte 1828-1978, p. 30).

franc-parler», il décède le 23 mars 1892 à Cap-Rouge, où il est inhumé sous l'autel latéral de gauche de l'église de Saint-Félix<sup>1</sup>.

Retenons ici ce jugement de son biographe:

À de nombreuses occasions, il réclame la mise sur pied d'un programme d'éducation des adultes, et surtout la diffusion de l'enseignement des sciences en général et des sciences de la nature en particulier dans les écoles et les collèges classiques (...) L'oeuvre de Provancher occupe une place importante dans le patrimoine québécois. Le nombre de pages qu'il a publiées au cours de sa carrière scientifique est considérable si l'on tient compte des faibles ressources qu'il avait (...) L'oeuvre de ce simple curé de campagne, dépourvu de moyens, coupé des ressources de l'État et victime de l'apathie des siens, relève du prodige<sup>2</sup>.

## Notes

<sup>1</sup> Tout près de l'autel latéral de gauche de l'église de Cap-Rouge, est apposée au mur une plaque de marbre sur laquelle on peut lire ceci: Ici repose Léon Provancher,

ptre, docteur ès sciences, fondateur de la «Semaine religieuse de Québec» et du «Naturaliste canadien». 1820-1892. Hommage d'un groupe de parents et d'amis des sciences. 1917. Et, tout à côté de l'église, on trouve une grande stèle en granite sur laquelle est gravé, sur une plaque de cuivre, dans les deux langues officielles, le texte suivant: L'ABBÉ LÉON PROVANCHER (1820-1892). Scientifique émérite, entomologiste de réputation mondiale et grand spécialiste des hyménoptères (ordre d'insectes comprenant les abeilles, guêpes et fourmis), l'abbé Léon Provancher apporta une contribution considérable aux sciences naturelles. Il a laissé de nombreux ouvrages qui eurent une influence marquante, comme *Flore canadienne* et *Petite Faune entomologique du Canada*. En 1868, il fonda par ailleurs la revue *Le Naturaliste canadien*. Travailleur acharné, Provancher constitua plusieurs collections entomologiques, dont l'une, regroupant des spécimens uniques au monde, possède une valeur patrimoniale exceptionnelle. Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Signalons que la série complète du *Naturaliste canadien* est présentement au PABA, à la disposition du public, à la suite du don fait à la SHGTP par la Société Provancher.

<sup>2</sup> Jean-Marie Perron, *Dictionnaire biographique du Canada*, tome XII (1891-1900), Québec, PUL, 1990, p. 948. Voir Henri Gingras et Alain Gelly, *Cap-Rouge 1541-1991, 450 ans d'histoire*, Soc. historique du Cap-Rouge et Ville de Cap-Rouge, 1991, p. 95-108 («Léon Provancher, naturaliste»). Une maison et une rue importante de Cap-Rouge perpétuent la mémoire de Léon Provancher. Celui-ci a publié en 1884 la relation d'un voyage en Terre Sainte (*De Québec à Jérusalem: Journal d'un pèlerinage en Terre-Sainte en passant à travers l'Angleterre, la France, l'Égypte, la Judée, la Samarie, la Galilée, la Syrie* et, en 1890, un autre récit de voyage intitulé *Une excursion aux climats tropicaux*. V. Maurice Lemire et al., *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. 1, *Des origines à 1900*, Montréal, Fides, 1978, p. 170 s. et 728 s. Dans le premier livre, de 724 pages, on lit un certain jugement sur les Français: il se permet de les rabrouer à cause de «cette sottise prétention que, selon eux, la France est le centre, le type, le modèle du monde entier»!



# Les gardiens de phare du Rocher-Maudit<sup>1</sup>

**Philippe Laferrière**  
**Société historique de Montréal**

(...)

## **Nos sanctuaires d'oiseaux**

En 1919, le gouvernement de la province de Québec, à la suite d'une convention passée entre les États-Unis et le Canada, assurait la protection des oiseaux migrateurs, grâce à une loi par laquelle furent établis trois sanctuaires d'oiseaux dans le golfe Saint-Laurent, ce sont le Rocher-aux-Oiseaux, le Rocher-Percé, puis l'île Bonaventure. Cette mesure gouvernementale, prohibant la chasse de ces oiseaux sous peine de fortes amendes, permit la conservation d'espèces qui tendaient à disparaître à cause du grand nombre de chasseurs adonnés à la récolte de nids d'oiseaux.

Ces oiseaux aquatiques se réfugient dans les crevasses des rochers et leur nombre est tel qu'ils apparaissent, au loin, comme une couche de neige recouvrant de son léger duvet toutes les anfractuosités du roc. Ce sont les goélands, nom vulgaire des grosses mouettes; des cormorans, des margots, puis des fous de Bassan, genre d'oiseaux palmipèdes, voisins des pélicans. Leur chair est coriace et d'une odeur désagréable. Ces oiseaux de mer se nourrissent de poissons et fréquentent les endroits où, sur la grève, les pêcheurs éventrent la morue.

Ces trois sanctuaires sont célèbres à différents titres. Ceux du Rocher-Percé et de l'île Bonaventure servent d'attractions aux nombreux touristes visitant la Gaspésie. Il n'en est pas ainsi, cependant, pour le Rocher-aux-Oiseaux, perdu au milieu du golfe Saint-Laurent. Le «Rocher-Maudit», telle fut pendant très

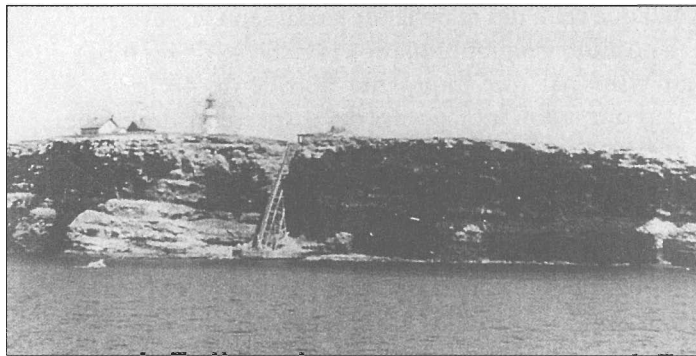
longtemps la réputation de cet îlot, véritable paradis des fous de Bassan et antichambre de la Mort. La camarade y faucha sans répit les gardiens de phare et la plupart de ceux qui eurent l'audace d'y venir habiter. À tel point, que la croyance populaire chez les Madelinots attribua à ce rocher un mauvais sort. On ne pouvait en parler sans éprouver une crainte superstitieuse analogue à celle que font naître les maisons hantées.

En feuilletant le Livre des gardiens du Rocher-aux-Oiseaux, on a l'impression de consulter un registre de cimetière. Sur sept gardiens du phare, qui furent en fonction de 1880 à 1922, quatre d'entre eux moururent

taillé dans le roc vif une tranchée perpendiculaire haute de 127 pieds et large de 29 pieds pour en permettre l'accès. On parvient au sommet du rocher par un escalier en fer d'une centaine de marches, lequel escalier est maintenu en place au moyen d'un lourd caisson reposant sur un récif. Les effets destinés au gardien du phare sont hissés au moyen d'un monte-charge mis en mouvement par une grue.

Le phare s'élève à 140 pieds du niveau de la mer. Il a la forme d'une tour hexagone. Construit en 1870, ce phare a rendu d'immenses services à la navigation, étant situé sur la route fréquentée par les neuf dixièmes des navires qui descendent ou remontent le Saint-Laurent. À ses origines, ce phare donnait un feu blanc, fixe, dioptrique, de second ordre, éclairant jusqu'à vingt et un milles en mer. Chaque dimanche soir, pendant l'hiver, ses feux brillaient, de sept heures à neuf heures, ce qui signifiait que tout allait bien au Rocher-aux-Oiseaux. Mais si cette lumière venait à se masquer dans cet intervalle

de temps, trois fois de suite, ce signal avertissait les gens de l'île Brion, située à quelque onze milles du Rocher, qu'on réclamait du secours. À deux cents pieds du phare s'élève la maison du gardien, reliée à la tour par une passerelle. Un peu plus loin, se trouve la poudrière, un puits creusé dans le roc contenant 3,000 gallons d'eau de pluie, puis un bastion en ciment supportant le canon dont on se servait jadis, en temps de brume, pour guider les navigateurs.



Le Rocher-Maudit (rocher aux Oiseaux). (J.-C. Fortin et P. Larocque, Histoire des Îles-de-la-Madeleine, Québec, IQRC, 2003, p. 120).

d'accidents et sept de leurs assistants partagèrent le même sort, soit onze victimes en moins de 42 ans.

Le Rocher-aux-Oiseaux est un îlot aux falaises escarpées, d'un rouge brique, couronné par un plateau. D'une superficie d'environ cinq acres, il s'élève à 114 pieds au-dessus du niveau de la mer. Lugubre d'aspect et dénué de toute végétation, ce rocher n'est abordable qu'à un seul endroit, et encore faut-il que la mer soit calme car ses abords sont semés de récifs à fleur d'eau. Du côté nord-ouest de l'île, on a

### **Sinistre prédiction**

Le premier gardien de phare qui fut nommé au Rocher-aux-Oiseaux s'appelait Fennelton. À cause des difficultés d'abordage et du manque de communication avec la terre ferme, Fennelton refusa ce poste qui échoua à un certain Guitté. Celui-ci demeura en fonction jusqu'en 1873, soit à peine trois années. Rongé par l'ennui et l'inquiétude, Guitté abandonna sa charge. Au moment de quitter le Rocher-aux-Oiseaux, il prédit «que jamais homme ne garderait ce phare plus de dix ans, sans malheur». Jamais prédiction ne s'avéra plus juste car hélas! les événements qui se succédèrent, presque sans interruption pendant quarante années, donnèrent raison à cet homme dont le pressentiment paraît pour le moins extraordinaire.

### **Premières victimes**

Remplacé par M. Whalen, tout alla pour le mieux au Rocher, pendant sept années consécutives. Cependant, en 1880, le 8 avril, le gardien, son fils et l'assistant, Thomas Thivierge, s'aventurèrent sur des banquises pour y faire la chasse aux loups-marins. Surpris par une tempête, les trois malheureux furent entraînés à la dérive. Le lendemain, Thivierge revenait seul au Rocher et annonçait à Mme Whalen que son mari et son fils avaient péri dans les flots au cours de la nuit.

Trois mois plus tard, le 25 juillet, Charles Chiasson, du Havre-aux-Maisons, est nommé gardien de phare. L'année suivante, le 23 août, il reçoit au Rocher-aux-Oiseaux, la visite de Paul Chenell, sa fille et Jean Turbide. En faisant le tour du domaine, leur gardien leur fait admirer le canon d'alarme et, pour les amuser, il s'avise d'en tirer un coup. La pièce fait explosion tuant le gardien, son propre fils et Paul Chenell. Trois cadavres sur le Rocher, les vitres du phare brisées et, par une étrange coïncidence, le câble sous-marin rompu depuis une heure, telle fut la situation devant laquelle se trouva l'assistant du gardien, Téléphore Turbide, le père de Jean. Et ce n'est que deux jours plus tard que les survivants furent secourus par un navire qui louvoyait au large du

Rocher-aux-Oiseaux.

### **Intermède de la camarade**

Téléphore Turbide fut nommé gardien en remplacement de son ami Chiasson. De 1880 à 1890, le câble se rompt plusieurs fois, coupant ainsi toute communication avec la terre ferme. Mais il n'y a aucun accident à enregistrer. La Mort a quitté sa faux et se croise les bras. Pendant ces années de répit, des ingénieurs du gouvernement viennent réparer le câble, mais ils exécutent leur travail au petit bonheur, car ils ne tiennent pas à s'attarder sur le Rocher, l'endroit leur inspirant une crainte superstitieuse. Au surplus, ce travail s'exécute dans des conditions pénibles, à cause des courants nombreux et de la violence du vent. De sorte, qu'à chaque saison, ce travail est à recommencer.

En 1891, le gardien est victime à son tour, d'une explosion qui lui arrache la main. Ce n'est qu'après deux longues journées d'atroces souffrances qu'il est enfin secouru. De retour à son poste quelques années plus tard, Turbide fait une chute dans une crevasse du rocher. Nous sommes en 1896, et cette fois, l'accident nécessite sa mise à la pension. De sorte que le jeune Arsène Turbide est obligé de passer l'hiver sur le rocher en compagnie du fils du gardien, Charles, et de Damien Cormier et son épouse. Cormier agit comme gardien. (...)

### **Un terrible drame**

Hélas! les époux Cormier, malgré le bonheur d'une union parfaite, n'étaient pas à l'abri des malheurs. Ils devaient payer, eux aussi, leur écot à la Mort qui rôdait toujours sur le Rocher-Maudit. Le 7 mars 1897, Damien Cormier, Arsène Turbide et son cousin Charles, celui-ci âgé de 17 ans, partent pour la chasse aux loups-marins. La tempête, que rien n'annonçait quelques heures plus tôt, les surprend à deux milles du Rocher, et tous trois sont entraînés à la dérive sur des champs de glaces. Damien Cormier et Charles Turbide succombent bientôt de froid et meurent lentement ensevelis dans la bourrasque de neige. Quant à Arsène Turbide, après trois jours et trois nuits de marche,

sans nourriture aucune et n'ayant pour tout breuvage que du sang de loup-marin, il réussit malgré tout, après avoir franchi une distance de 60 milles à atteindre la baie Saint-Laurent. Mais il avait les pieds gelés et il expirait quelques heures plus tard.

Demeurée seule sur le Rocher-Maudit, la femme du malheureux gardien, sans aucun moyen de communication avec le reste de l'univers, attendait l'intervention de la divine Providence. (...)

Enfin, les prières de Marie-Anne sont exaucées. Un midi, de hardis navigateurs, engagés dans une chasse aux loups-marins, abordent, par hasard, au Rocher-aux-Oiseaux. «Il était temps», dirent-ils plus tard, «car la jeune veuve était à moitié folle de terreur».

### **Troisième explosion du canon**

Mais ce n'est pas tout, la fameuse prédiction du premier gardien du phare n'est pas encore périmée. La Mort veille toujours. À l'ouverture de la navigation, le remplaçant M. Pierre Bourque, arrive au Rocher. Nous sommes au mois de mai 1897. Un mois plus tard, soit le 12 juin, un des assistants, Hippolyte Melançon, est sérieusement blessé par une nouvelle explosion du canon. Pierre Bourque, gagné par la panique, décide de quitter le phare sans attendre son reste. L'expérience des autres lui suffit. Il est aussitôt remplacé par son homonyme, un nommé Wilfrid Bourque.

M. Wilfrid Bourque est un homme relativement instruit, intelligent, pratique et débrouillard. L'envoûtement dont semble avoir été victime ses prédécesseurs le laisse indifférent. Il écrit un long rapport au gouvernement et obtient enfin que le fameux canon soit remplacé, en temps de brume, par une sirène à air comprimé. D'autres améliorations ont lieu: le phare est haussé de dix-huit pieds et muni d'un feu tournant au lieu d'un feu fixe. Dans son rapport au département de la Marine et des Pêcheries, en date du 6 juillet 1909, M. Bourque relate les dangers et les misères sans nombre auxquels furent constamment exposés ses prédécesseurs, et fait l'historique

de tragédies dont ils furent tour à tour victimes.

### **Mort étrange**

Wilfrid Bourque ne se doutait pas alors du sort qui lui était réservé. Plus que tout autre, peut-être, était-il marqué par la Fatalité. Au début de mars 1911, il partit à la chasse aux loups-marins que l'on apercevait à portée de fusil, tout autour du Rocher-aux-Oiseaux. Son absence se prolongeant d'une façon anormale, sa femme, inquiète, envoya son jeune neveu à sa recherche. Celui-ci trouva son oncle, debout dans l'eau glacée, le dos adossé au rocher, et rigide comme une statue. L'assistant gardien, alerté, rejoignit l'enfant au pied de la falaise. Mais ce fut pour constater la mort de son patron. Au moyen de cordages, le corps du malheureux Bourque fut hissé sur le Rocher-Maudit.

Comment était-il mort? Mystère! On se perdit en conjectures et personne ne put jamais trouver la solution de ce problème troublant. En attendant du secours, le cadavre demeura en chapelle ardente dans la maison du

gardien, et ce n'est que grâce au hasard qu'un navire, de passage dans les parages, pût être informé de cette tragédie. Ce bâtiment, le SS. Seal, de Terre-Neuve, ramena la dépouille mortelle au Havre-aux-Maisons.

Elphège Bourque remplaça son oncle, au poste de gardien, pendant l'été de 1912. On aurait dit, cette fois, que la fameuse prédiction avait fait son temps. En effet, tout marcha à merveille pendant les dix premières années. On reprenait confiance et chacun vivait dans une atmosphère de sécurité. Cependant, voilà qu'au mois de novembre 1922, tout le personnel s'empoisonne en buvant de l'eau de pluie jusqu'ici conservée dans un réservoir. Le frère du gardien, Alain Bourque, meurt sur-le-champ dans d'atroces souffrances. Quelques mois plus tard, c'est au tour de Philias Richard, un assistant, qui succombe des suites de l'empoisonnement. Ces deux dernières mortalités viennent clore le triste bilan du Rocher-aux-Oiseaux. (...)

### **Note**

- 1 Larges extraits d'un article d'une revue québécoise de vulgarisation scientifique intitulée *Sciences et Aventures*, publiée à Montréal de 1946 à 1954. Cet article a paru dans le premier numéro du printemps 1946, p. 8 à 12.

# Les fours à chaux du Bas-Saint-Laurent

## *Histoire d'attiser notre curiosité!*

Émilie DEVOE

**T**rès répandus au Québec au cours des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les fours à chaux ont aujourd'hui pratiquement disparu de nos paysages et de notre mémoire collective. Afin de démystifier cet élément peu connu de notre patrimoine, le ministère de la Culture et des Communications du Québec s'est récemment penché sur la question.

Un inventaire archéologique des sites de fours à chaux, amorcé en novembre 2003, a permis de répertorier 25 vestiges de fours à chaux au Québec<sup>1</sup>. De ce nombre, 8 sont situés sur le territoire du Bas-Saint-Laurent. On retrouve ainsi des vestiges de fours à chaux à Cacouna, Saint-Patrice (Rivière-du-Loup), Saint-Pacôme, Cabano, Saint-Fabien-sur-Mer, l'Anse-au-Sable (Rimouski), Saint-Anaclet-de-Lessard et Sainte-Flavie.

Dans une perspective de sauvegarde et de mise en valeur, il apparaissait nécessaire de mieux connaître ces structures, leur fonctionnement et leur importance dans la vie de nos ancêtres. Nous avons donc entamé des recherches sur l'histoire des fours à chaux du Bas-Saint-Laurent<sup>2</sup>. Nous ne prétendons pas dresser un portrait complet et ex-

haustif de la question; il nous est impossible, pour le moment, de retracer l'historique détaillé de toutes ces structures. Aussi nous contenterons-nous de faire la synthèse des informations historiques détenues, à ce jour, au sujet des fours à chaux du Bas-Saint-Laurent. Nous

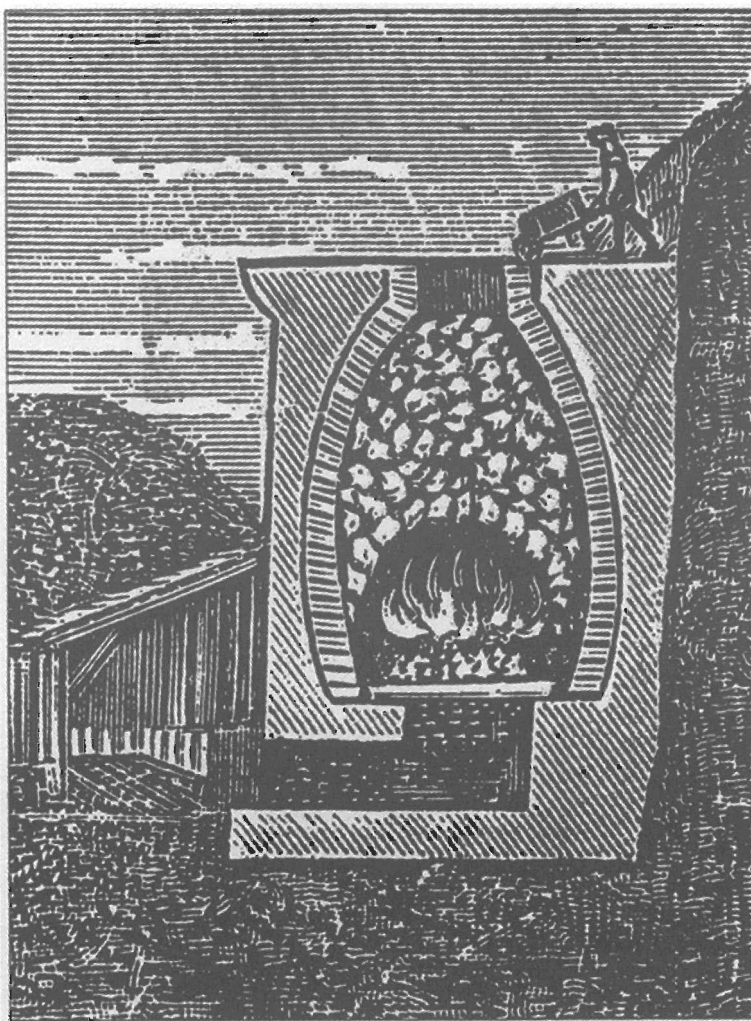
proposerons également, à l'occasion, quelques pistes à suivre pour ceux et celles qui voudront poursuivre l'exploration...

### Un four à chaux?

Dans la société québécoise traditionnelle, la chaux est un matériau très répandu qu'on utilise de plusieurs façons. En y ajoutant du sable, on produit un mortier de chaux utile aux travaux de maçonnerie (four à pain, cheminée, murs de pierre, piliers de ponts, etc.). En la diluant avec de l'eau, on obtient un lait de chaux destiné à blanchir les murs des bâtiments<sup>3</sup>. *«Dans certaines régions comme la Côte-de-Beaupré, la Côte-du-Sud et le Bas-du-Fleuve, on passe tout à la chaux: maisons, dépendances et clôtures (...). Entre Rivière-Ouelle et Saint-André-de-Kamouraska, on chaule même le mur intérieur des maisons, plutôt que de le crépir»<sup>4</sup>.*

On utilise aussi la chaux à des fins agricoles. L'épandage de la chaux dans les champs permet de désacidifier les sols. On en retrouve dans la composition d'engrais et de fongicides<sup>5</sup>.

Mise en bouteille, la chaux vive se transforme en «petite dynamite» capable de faire exploser des



Coupe du four à chaux à combustion continue. Dessin tiré de L'Agriculture dans les écoles. Les frères de l'Instruction chrétienne. Montréal. Beauchemin. 1896. p.23.

frayères de poisson, de faire sauter un barrage de castor ou de creuser un trou dans le sol. L'eau de chaux est prescrite à des fins médicales (notamment contre les brûlures et les problèmes digestifs). Enfin, on utilise la chaux en tant que désinfectant; on en jette, par exemple, dans les latrines ou dans la tombe de personnes mortes d'une maladie contagieuse<sup>6</sup>.

Quel que soit l'usage qu'on en fait, la chaux fait partie intégrante du quotidien de nos ancêtres. Au Québec, on produit la chaux de façon artisanale jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On obtient cette chaux par un processus de calcination de la pierre calcaire. On fait littéralement «cuire» la pierre à chaux dans une structure appelée four à chaux. La majorité des paroisses disposent, à l'époque, de telles installations. Plusieurs cultivateurs possèdent même leur propre four à chaux<sup>7</sup>. Ces derniers peuvent ainsi subvenir à leurs propres besoins et, à l'occasion, bénéficier d'un revenu d'appoint en vendant leurs surplus dans leur communauté. On retrouve également, au Québec, quelques petits entrepreneurs se consacrant exclusivement à l'exploitation de fours à chaux<sup>8</sup>.

#### **Construire et exploiter un four à chaux**

Généralement, le four à chaux est composé de deux parties, soit une tourelle et un abri adjacent<sup>9</sup>. La tourelle, de forme circulaire<sup>10</sup>, est construite de pierres des champs, de pierres calcaires, de mortier et/ou d'argile. Pour produire de la chaux, la pierre calcaire doit être soumise à des températures très élevées (minimum de 899 degrés Celsius)<sup>11</sup>. Les murs de la tourelle doivent donc être très épais pour résister efficacement à cette chaleur intense<sup>12</sup>.

Les pierres calcaires destinées à la cuisson sont introduites, par une ouverture au sommet de la tourelle, dans la partie supérieure du four. C'est d'ailleurs pour faciliter l'accès à cette ouverture qu'on adosse souvent le four à un coteau ou une petite colline. On referme ensuite cette

ouverture avec des pierres plates ou un couvercle de bois, afin de retenir la chaleur à l'intérieur de la tourelle. À la base de la tourelle, on perce une seconde ouverture (la «gueule»). C'est par cette ouverture que le chaudi-fournier peut remplir la partie inférieure de la tourelle de bois sec, allumer et alimenter le feu tout au long de la cuisson.

L'abri adjacent, quant à lui, se présente généralement sous la forme d'un petit bâtiment rectangulaire, construit de pierre ou de bois. Ce bâtiment abrite le(s) chaudi-fournier(s) pendant la production. En effet, pour obtenir de la chaux, la pierre calcaire doit être cuite de façon continue pendant trois, quatre, parfois même huit jours d'affilée. Cette activité nécessite une surveillance attentive et constante de la part du (ou des) chaudi-fournier(s), d'où l'utilité d'un petit abri à proximité du four. Si le feu faiblit ou s'éteint ne serait-ce qu'une fois au cours de la cuisson, on risque de rater sa fournée!

Lorsque la pierre devient blanche, c'est que la cuisson est terminée. On laisse alors refroidir le tout pendant quelques jours, puis on vide le four par la «gueule». La chaux vive ainsi obtenue est ensuite refroidie avec de l'eau. On dispose alors d'une chaux éteinte, prête à utiliser<sup>13</sup>.

#### **Au Bas-Saint-Laurent...**

Cette recherche visait à enrichir nos connaissances historiques sur les huit vestiges de fours à chaux connus au Bas-Saint-Laurent. Pour ce faire, nous avons consulté divers documents (rapports d'expertise archéologique, articles, monographies d'histoire locale et régionale, inventaires industriels, inventaires culturels et patrimoniaux, archives paroissiales, greffes de notaires, recensement nominatif de 1871, etc.). Nous vous présenterons, dans les pages qui suivent, le fruit de cette première exploration.

Au fil de nos recherches, nous avons découvert des documents et recueilli des témoignages nous révélant l'existence d'autres fours à chaux dans la région. On aurait ainsi,

à différentes époques, produit de la chaux à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Épiphanie, Saint-Denis-de-Kamouraska, Saint-Simon, L'Isle-Verte, Trois-Pistoles, Bic, Sainte-Luce, Saint-Ulric, Matane, Sayabec, Notre-Dame-du-Lac, Val-Brillant... Évidemment, rien n'atteste que ces fours, en activité au XIX<sup>e</sup> siècle, existent toujours aujourd'hui. Il est fort probable que plusieurs d'entre eux soient partiellement ou totalement détruits. En conséquence, nous porterons notre attention sur les huit vestiges officiellement répertoriés.

#### **Le four à chaux de Cacouna (CIEJ-7)<sup>14</sup>**

Ce four à chaux est situé à environ 20 mètres du fleuve, à une distance approximative de 230 mètres au nord-est de l'ancien quai de Cacouna.

Selon les greffes des notaires Paschal Dumais et Alexandre Fraser<sup>15</sup>, au moins trois fours à chaux auraient été exploités à Cacouna. Le premier, situé dans le bas de Cacouna, aurait appartenu au marchand Jean-Roch Talbot dit Gervais au cours des années 1830. Le second, dans le haut de Cacouna, aurait été approvisionné en pierre calcaire par le navigateur Damien Guay et exploité par les cultivateurs Amable Tardif, Jean-Baptiste Dumont et Pierre Bonenfant à partir de 1821. Un troisième four à chaux, dans le secteur de la Fontaine Claire, aurait appartenu à Jean-Baptiste Lebel, lui aussi cultivateur. La chaux produite dans ce four aurait, entre autres, servi à fabriquer le mortier nécessaire à la construction de l'église et de la sacristie de Cacouna, dès 1840. De ces trois fours, seul le troisième aurait survécu jusqu'à aujourd'hui. Les ruines découvertes à Cacouna, situées dans le secteur de la Fontaine Claire, correspondraient donc au four exploité par Jean-Baptiste Lebel<sup>16</sup>.

On ne trouve apparemment pas d'affleurement de pierres calcaires sur les rives de Cacouna. Les pierres nécessaires à la production étaient donc apportées de l'extérieur, débarquées sur les rives du fleuve.



«Comme il n'y avait pas de pierres à chaux sur place, les gens de l'endroit s'entendaient avec un navigateur pour qu'il leur en livre en provenance de Québec ou de Charlevoix. Pour minimiser le transport, on érigeait le four en bordure du fleuve»<sup>17</sup>. Certains informateurs auraient également évoqué l'utilisation de pierres prélevées, à marée basse, à même l'estran (ces pierres seraient composées d'une forte proportion de calcaire)<sup>18</sup>. Nous ne possédons pas de documents écrits confirmant ou infirmant cette hypothèse. Il semble toutefois qu'un procédé semblable aurait été observé à Saint-Denis-de-Kamouraska, où «à marée basse, on allait chercher sur les battures la pierre calcaire»<sup>19</sup>.

Le secteur de la Fontaine Claire, à Cacouna, bénéficie déjà d'une mise en valeur. Des panneaux d'interprétation y évoquent l'histoire de la petite anse et de l'ancienne réserve malécite. Le contexte et l'état des connaissances le permettant, il nous semblerait approprié de compléter cet ensemble par un panneau d'interprétation présentant le four à chaux de la Fontaine Claire.

### Le four à chaux de Saint-Patrice (CkEj-2)

Ce four à chaux est situé entre la route 132 et la rive du fleuve, sur le territoire de l'ancienne municipalité de Saint-Patrice-de-Rivière-du-Loup (aujourd'hui annexé à la ville de Rivière-du-Loup), à proximité de l'actuel Parc de l'Amitié<sup>20</sup>. On trouve également sur ce site, à environ 60 mètres du four, un second vestige non identifié (CkEj-1). Il pourrait s'agir des ruines d'un second four<sup>21</sup>.

Nous ne possédons, à l'heure actuelle, aucune information historique sûre relative à l'exploitation d'un four à chaux dans ce secteur. Nous disposons toutefois d'une piste intéressante. En effet, selon le recensement nominatif du gouvernement du Canada, on dénombre, en 1871, deux fours à chaux sur le territoire compris entre Notre-Dame-du-Portage et Fraserville (Rivière-du-Loup). Ces fours à chaux appartenaient à Xavier et Israël Viel, cultivateurs respectivement âgés de 38 et 49 ans, fils de François Viel<sup>22</sup>. Selon le *Cadastre abrégé de la Seigneurie de Rivière-du-Loup*, les terres de la famille Viel étaient situées dans le 1<sup>er</sup>

rang, du côté sud-ouest de la rivière du Loup<sup>23</sup>. Le four à chaux et la seconde structure (non identifiée) se trouvant dans le secteur Saint-Patrice, sur le bord du fleuve, à proximité de l'actuelle anse à Viel, la possibilité qu'il s'agisse des fours exploités par les frères Viel mérite, à notre avis, d'être étudiée.

### Le four à chaux de Saint-Pacôme (Ciel-1)

Le four à chaux de Saint-Pacôme est situé sur le lot no 68 de la municipalité de Saint-Pacôme, sur la rive ouest de la rivière Ouelle. Lors de la découverte du four par Paul-Louis Martin au début des années 1970, Léon Beaupré, propriétaire du lot, a indiqué que ce four à chaux avait été opéré par son grand-père, François Beaupré<sup>24</sup>.

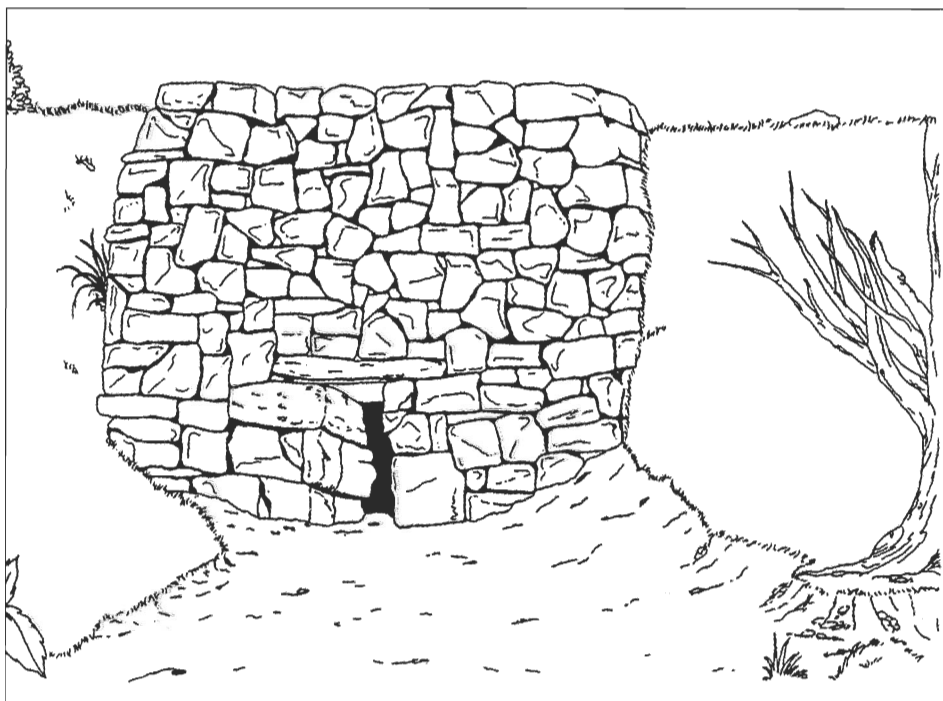
Ce four est appuyé sur un rocher. Selon Léon Beaupré, son grand-père aurait prélevé de la pierre calcaire à même ce rocher pour produire sa chaux. Cette chaux aurait, entre autres, été utilisée pour fabriquer le mortier nécessaire à la construction des piliers d'un pont sur la rivière Ouelle, vers les années 1860. À quel pont fait-on ici référence? Deux hypothèses circulent à ce sujet. Certains avancent qu'il s'agit du pont du chemin de fer, achevé au cours des années 1858-1859, tandis que d'autres y voient plutôt celui construit en 1865 à l'emplacement de l'actuel pont de la route 230 (boulevard Bégin)<sup>25</sup>.

### Le four à chaux de Cabano (CkEf-5)

Ce four à chaux se trouve sur le site historique du Fort Ingall, sur un petit coteau, à environ 50 mètres de la rive du lac Témiscouata<sup>26</sup>.

La première occupation euro-québécoise de ce site se résume à une petite auberge (bâtie au début du XIX<sup>e</sup> siècle) et à quelques habitations. Le Fort Ingall, construit sur le site entre 1839 et 1842, comprend quant à lui plusieurs bâtiments. Ce fort est abandonné en 1862<sup>27</sup>.

Selon les fouilles archéologiques réalisées sur le site, l'exploitation du four à chaux de Cabano daterait de la première moitié du XIX<sup>e</sup>



Reconstitution artistique du four à chaux CkEf-5, Fort Ingall (CkEf-4), Cabano (Dessin par Alain Bergeron)

siècle<sup>28</sup>. La chaux produite aurait vraisemblablement été utilisée lors de la construction de l'auberge, des habitations et/ou des bâtiments du Fort Ingall, pour fabriquer le mortier nécessaire aux travaux de maçonnerie ou pour blanchir les murs.

La pierre calcaire nécessaire à cette production aurait été prélevée sur le mont Lennox (autrefois montagne du Fourneau), sur la rive opposée du lac. En effet, on retrouve en face du Fort Ingall, de l'autre côté du lac, une falaise composée de pierre calcaire (l'actuelle Pointe-du-Fourneau). *«Il suffisait de frapper la roche avec une barre ou un pic pour la détacher de la falaise. Le calcaire pouvait être chargé directement sur une embarcation (ou tiré par des chevaux sur les glaces en hiver)»<sup>29</sup>.*

Ce four bénéficie actuellement d'une mise en valeur sous la forme d'un panneau d'interprétation, sur le site du Fort Ingall.

#### **Le four à chaux**

##### **de Saint-Fabien-sur-Mer (DbEf-6)**

Ce four à chaux est situé dans l'anse à Mercier, sur le bord de la route menant à l'islet aux Flacons<sup>30</sup>. Il se trouve au bas d'une petite pente, à une vingtaine de mètres du fleuve<sup>31</sup>.

Selon Marielle Coulombe, on comptait trois fours à chaux sur les rives de Saint-Fabien, au cours des années 1860. Le premier four était situé au centre de l'anse à Mercier. On y chauffait essentiellement de la pierre transportée de Québec par bateau. Une fois réduite en cendres, cette pierre donnait une chaux très blanche que l'on utilisait pour blanchir les bâtiments.

Le second four se trouvait sur le chemin de l'islet aux Flacons (cette information nous permet de croire qu'il correspond probablement au vestige répertorié). On y utilisait de la pierre prélevée à même la montagne voisine. Composée de calcaire et de sable, cette pierre produisait une chaux idéale pour fabriquer du mortier. La chaux produite par ce four était aussi utilisée pour désacidifier les terres agricoles. Le troisième four, situé à l'ouest de la



Saint-Fabien-sur-mer

pointe à Mercier, fut quant à lui utilisé au cours des années 1840. Il ne semble plus en activité dans les années 1860<sup>32</sup>.

Détail intéressant: les propriétaires des fours à chaux de Saint-Fabien auraient souvent utilisé comme combustible du «bois de mer», c'est-à-dire des morceaux de bois rejetés sur la rive par le fleuve<sup>33</sup>.

Selon l'abbé Grégoire Riou, on retrouvait sur la grève de Saint-Fabien-sur-Mer, encore en 1925, les vestiges de ces trois fours à chaux. Ces derniers sont *«maintenant démolis entièrement par l'usure des ans, sauf celui caché sous les arbres, le long du chemin qui conduit à l'islet aux Flacons»<sup>34</sup>.*

Une piste de recherche? Le recensement nominatif fédéral de 1871 nous signale la présence d'un four à chaux à Saint-Fabien, exploité par Théophile Michaud<sup>35</sup>. S'agit-il du four dont on trouve les vestiges aujourd'hui à Saint-Fabien-sur-Mer?

#### **Le four à chaux**

##### **de l'Anse-au-Sable (DcEd-8)**

Ce four est situé dans le quar-

tier Sacré-Cœur-de-Rimouski, à une distance d'environ 80 mètres du fleuve<sup>36</sup>. Construit au pied d'une petite pente, il se trouve à proximité de l'actuelle ligne de chemin de fer du Canadien National, du côté sud de la voie ferrée.

Nous ne possédons, à l'heure actuelle, aucune information historique précise concernant l'exploitation d'un four à chaux à l'Anse-au-Sable. Nous savons, toutefois, que le peuplement de la région rimouskoise (incluant l'actuel secteur de Sacré-Cœur) a connu une croissance forte et continue à partir des années 1840<sup>37</sup>. Il nous semble donc plausible que la structure de l'Anse-au-Sable ait été construite au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. De plus, la structure se trouvant à très courte distance du chemin de fer (trop courte pour permettre une exploitation efficace), nous estimons que le four fut probablement construit avant 1873, année où fut achevé le tronçon du chemin de fer Intercolonial dans ce secteur<sup>38</sup>.

Cela dit, plusieurs pistes restent à explorer. Selon le recensement nominatif fédéral de 1871, Antoine Lepage, un cultivateur âgé de 55 ans, exploite un four à chaux sur le territoire compris entre la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic et la ville de Rimouski<sup>39</sup>. S'agit-il du four de l'Anse-au-Sable?

Autre piste: un devis de construction pour le presbytère de la paroisse Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, rédigé en 1910, laisse entendre que le mortier utilisé pour les travaux de maçonnerie pourra être fabriqué à l'aide de «*chaux de l'endroit*»<sup>40</sup>. Cet endroit désigne-t-il le territoire de la paroisse et, si oui, cette chaux provient-elle du four de l'Anse-au-Sable? Aurait-on poursuivi l'exploitation du four malgré la proximité du chemin de fer?

#### **Le four à chaux**

##### **de Saint-Anaclet-de-Lessard (DcEb-1)**

Ce four à chaux est situé sur le lot 15P du cadastre de la municipalité de Saint-Anaclet-de-Lessard, canton Neigette. Ce lot est contigu au no 38

du chemin du Fourneau-à-Chaux. Adossé à une falaise, le four se trouve à moins d'un kilomètre à l'ouest de la chute de la rivière Neigette<sup>41</sup>.

Ce four aurait été l'un des deux ou trois fours à chaux construits, au cours des années 1860, par Jean Corriveau. Ces fours étaient tous situés près de la chute Neigette, au pied de l'actuelle côte «*du Fourneau-à-Chaux*». Cette chaux aurait servi à fabriquer du mortier et du lait de chaux. Elle aurait été vendue par M. Corriveau aux habitants de la paroisse de Saint-Anaclet et des environs de Rimouski<sup>42</sup>.

Les fourneaux de M. Corriveau se seraient définitivement éteints au cours des années 1920.

##### **Le four à chaux de Sainte-Flavie (DeEa-a)**

Ce four est situé à proximité de la pointe aux Cenelles et de la route 132, sur le bord du fleuve.

Nous ne disposons d'aucune information historique précise concernant ce four. Le recensement nominatif de 1871 nous confirme la

présence d'un four à chaux à Sainte-Flavie. Ce four est alors exploité par Ulfranc Langlois, cultivateur<sup>43</sup>. Il s'agit possiblement de la même structure. Il faudrait cependant, pour s'en assurer, retracer l'historique des titres de propriété du lot concerné.

#### **Un mode de vie qui s'éteint...**

Par ce bref tour d'horizon, nous constatons que les fours à chaux du Bas-Saint-Laurent répondent à des besoins très variés: construction d'une église ou d'un pont, chaulage de bâtiments, épandage agricole...

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le marché de la chaux se transforme. Dans les sphères agricole et domestique, l'usage de la chaux se raréfie. De nouveaux matériaux, comme le ciment et la peinture, supplantent le mortier et le lait de chaux. L'épandage de chaux sur les terres tend à disparaître au profit d'engrais chimiques. Des médicaments et des désinfectants plus perfectionnés sont mis au point. Le braconnage à la «*petite dynamite*» se marginalise, réprimé par le gouvernement<sup>44</sup>. Dans la sphère industrielle, toutefois, l'usage de la chaux s'intensifie et se diversifie; on l'utilise bientôt dans la fabrication de verre et de porcelaine, la purification des eaux, la préparation de la soude caustique et des poudres à blanchir, la purification des gaz d'éclairage, la préparation des couleurs, la fabrication de savons et de glycérine, le tannage des cuirs, la fonte des métaux, etc<sup>45</sup>.

Graduellement, la fabrication artisanale de la chaux diminue. La majeure partie de la production s'effectue dorénavant dans de grands fours industriels opérés par quelques grandes entreprises spécialisées. Cette chaux industrielle est vendue par sacs et acheminée par train. Les petits fours à chaux artisanaux s'éteignent un à un. Certains de ces fours sont détruits; la pierre peut alors être réutilisée comme matériau pour d'autres constructions<sup>46</sup>. Les autres sont abandonnés et sombrent dans l'oubli.



Four à chaux, vue d'ensemble avec la présence d'arbres matures sur le rebord du mur arrière. Menace éventuelle d'écroulement.

La fabrication artisanale de la chaux est un savoir-faire traditionnel faisant partie intégrante de notre patrimoine. Les vestiges de fours à chaux qui parsèment notre territoire constituent les principaux témoins de ce savoir-faire aujourd'hui disparu. Par ce court article, nous souhaitons apporter notre modeste contribution à l'enrichissement et au partage des connaissances entourant les fours à chaux. Afin que cette facette de notre patrimoine reprenne place dans notre mémoire et... renaisse de ses cendres!

### Notes

Je tiens à remercier chaleureusement Euchariste Morin, Pierre Collins, André Ruest, Yvon Roy, Jeannot Bourdages, Georges Pelletier, Claude Ross, Jean Roy, Marcel Bérubé, Monique Proulx, Lynda Dionne, France Richard, ainsi que toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à cette recherche.

- 1 Gilles Samson, *Inventaire des sites de four à chaux*, ministère de la Culture et des Communications, Québec, 2003, 16 pages.
- 2 Cette recherche fut effectuée lors d'un stage d'une durée de quatre semaines auprès de la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère de la Culture et des Communications du Québec, sous la supervision d'Euchariste Morin. Ce stage s'inscrit dans le cadre du programme de mineure en *Pratiques et interventions culturelles* de l'UQAR.
- 3 Certains ajoutaient du sel, du riz ou de la colle au lait de chaux afin d'en augmenter l'adhérence et la résistance. Martin Royer, *La fouille du four à chaux du Fort Ingall*, Cabano, ministère des Affaires culturelles, rapport inédit, 1992, p. 12.
- 4 Jean Provencher, *Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent*, Montréal, Éd. Boréal, 1996, p. 170.
- 5 Martin Royer, *La fouille du four à chaux de Fort Ingall*, Cabano, op. cit., p. 12.
- 6 *Idem.*
- 7 Nicole Dorion et Denis Gagnon, «Fabriques de chaux» dans *Bilan des interventions ministérielles. Fonction industrielle: Série 3000*, Publications du Québec, Québec, 1996, p. 205.
- 8 Rose Bilodeau, «La fabrication artisanale de la chaux», *Exercices des métiers de la pierre et de l'argile*, Québec, CÉLAT, 1988, p. 245-246.
- 9 Nicole Dorion et Denis Gagnon, «Fabriques de chaux», op. cit., p. 204. La présence de l'abri n'est toutefois pas confirmée sur le plan archéologique.
- 10 Une seule exception répertoriée à ce jour: les tourelles de forme carrée des fours à chaux de Dundswell, dans le comté de Wolfe. Gilles Samson, *Inventaire des fours à chaux du Québec*, ministère de la Culture et des Communications, Québec, 2003, p. 2.
- 11 Gilles Samson, *Inventaire des fours à chaux du Québec*, op. cit., p. 3.
- 12 L'épaisseur des fours à chaux réper-

toriés à ce jour au Québec varie entre 0.63 m à 1.4 m. Gilles Samson, *Structure cylindrique à l'Anse-au-Sable, Rimouski*, ministère de la Culture et des Communications, Québec, 2003, p. 3.

- 13 Martin Royer, *La fouille du four à chaux de Fort Ingall*, Cabano, op. cit., p. 10
- 14 Ce code, composé de deux lettres majuscules, de deux lettres minuscules et d'un chiffre, se nomme **code Borden**. Ce système permet de classifier les sites archéologiques au moyen d'un code d'après leur position géographique, selon leur latitude et leur longitude.
- 15 *Greffes des notaires Paschal Dumais* (31 mars 1821, 20 juillet 1840) et *Alexandre Fraser* (13 août 1833), Archives nationales du Québec, Direction du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.
- 16 Lynda Dionne et Georges Pelletier, «La Fontaine Claire, au cœur de Cacouna», *Journal Épiq*, juin 2000, p. 11.
- 17 *Idem.*
- 18 Ces informations nous ont été transmises par Gilles Rousseau, archéologue.
- 19 Honoré Garon, *Fours à chaux de Saint-Denis*, recherche historique, tiré du dossier pré-inventaire KA22, p. 1.
- 20 *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*.
- 21 René Lévesque et Gérard Michaud, *Rapport préliminaire des principales découvertes de la Société d'archéologie de Rivière-du-Loup*, février 1970, p. 22-26.
- 22 *Recensement nominatif du gouvernement du Canada*, 1871, District no. 166: Témiscouata, sous-district: Rivière-du-Loup.
- 23 *Cadastre abrégé de la Seigneurie de Rivière-du-Loup*, gouvernement du Canada, 1858.
- 24 Paul-Louis Martin, *Notes sur le four à chaux de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, CiEl-I*, ministère des Affaires culturelles, Québec, 1973.
- 25 Ulric Lévesque (dir.), *Saint-Pacôme, 1851-2001*, Tome 1: *Notre histoire*, Corporation des Fêtes du 150<sup>e</sup> de Saint-Pacôme de Kamouraska, 2001, p. 258, 363.
- 26 *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*.
- 27 André Parent, *Macro-inventaire des biens culturels du Québec*, comté de

- Témiscouata - Histoire et archéologie*, ministère des Affaires culturelles, Direction générale du Patrimoine, Québec, 1984, p. 39.
- 28 Martin Royer, *La fouille du four à chaux du Fort Ingall, Cabano*, ministère des Affaires culturelles, rapport inédit, 1992, p. 24.
- 29 *Ibid.*, p. 20.
- 30 Marielle Coulombe, *Histoire de Saint-Fabien, 1828-1978*, Corporation municipale de Saint-Fabien, 1978, p. 332.
- 31 *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*.
- 32 Marielle Coulombe, *Histoire de Saint-Fabien, 1828-1978*, *op. cit.*, p. 333.
- 33 *Idem.*
- 34 Témoignage de Grégoire Riou, tel que cité par Marielle Coulombe, *Histoire de Saint-Fabien*, *op. cit.*, p. 144.
- 35 *Recensement nominatif du gouvernement du Canada*, 1871, District no 167; Rimouski (Ouest), sous-district: Saint-Fabien. Pour plus d'informations, voir annexe 1.
- 36 Gilles Samson, *Structure cylindrique à l'Anse-au-Sable, Rimouski*, ministère de la Culture et des Communications, Québec, 2003, p. 23.
- 37 Jean-Charles Fortin, Antonio Lechasseur et al, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Éditions IQRC, collection Les régions du Québec, no 5, Ste-Foy (Québec), 1993, p. 182-185.
- 38 Marie-Ange Caron, Pierre Collins et al., *Mosaïque rimouskoise; une histoire de Rimouski*, Comité des fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, 1979, p. 285.
- 39 *Recensement nominatif du gouvernement du Canada*, 1871, District no 167: Rimouski-Ouest, Sous-district: Saint-Germain-de-Rimouski.
- 40 Ouellet et Lévesque, architectes, *Devis descriptif des ouvrages à faire et des matériaux à fournir dans la construction d'un presbytère pour la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, co. Rimouski*, Québec, 1910, 20 pages. (Archives de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur)
- 41 Gilles Samson, *Structure cylindrique à Saint-Anaclet-de-Lessard*, *op. cit.*, p. 2.
- 42 Noël Bélanger, *Saint-Anaclet... un monde à découvrir (1859-1984)*, Comité d'histoire des fêtes du 125<sup>e</sup> anniversaire de Saint-Anaclet, 1984, p. 87-88.
- 43 *Recensement nominatif du gouvernement du Canada*, 1871, District no. 168: Rimouski (Est), sous-district: Sainte-Flavie. Pour plus d'informations, voir annexe 1.
- 44 A. H. O'Brien, *Quebec fish and game laws*, Dept. of Marine and Fisheries (Canada) / Dept. of Lands, Mines and Fisheries (Quebec), Éd. Canada Law Book, Toronto, 1903, p. 16, 17 et 34.
- 45 Nicole Dorion et Françoise Dubé, «Fabriques de chaux» dans *Bilan des interventions ministérielles. Fonction industrielle: Série 3000*, *op. cit.*, p. 205.
- 46 Gilles Samson, *Structure cylindrique à l'Anse-au-Sable, Rimouski*, *op. cit.*, p. 2.



# Vieux écrits

## Jacquot Hugues<sup>1</sup>

Dans l'comté de Rimouski  
À l'élection nouvelle,  
Jacquot Hug's s'est présenté:  
Il sentait la baleine!  
Il avait pour réconfort  
Tous les cretons de son bord.  
Romaine, romaine, romaine!...

Quand il était cantinier,  
Il vendait de l'eau forte;  
Il savait baptiser  
Sans demander main-forte:  
C'est P'tit Paul qui charriait l'eau,  
Madam' rinçait le tonneau...  
À force, à force, à force!

Il ne se souvenait plus  
De ses mitass' à franges;  
Il eut donné ses écus  
Pour entrer dans la chambre.  
C'est c'qu'on n'aurait jamais vu:  
Un Sauvage d'être élu!  
Peau noire, peau noire, peau noire!

En s'en revenant chez lui,  
Il faisait la grimace;  
Le mond' s'est bien aperçu  
Qu'il avait le cœur flasque.  
Il dit qu'il a vendu,  
Mais à présent n'en vend plus.  
Attrape, attrape, attrape!

Qu'en a composé la chanson,  
C'est un garçon de gloire;  
Il ne vous dit pas son nom:  
Ça vous reste à savoir.  
Il espèr' que ses amis  
Chanteront tous avec lui:  
Romaine, sauvage, peau noire!

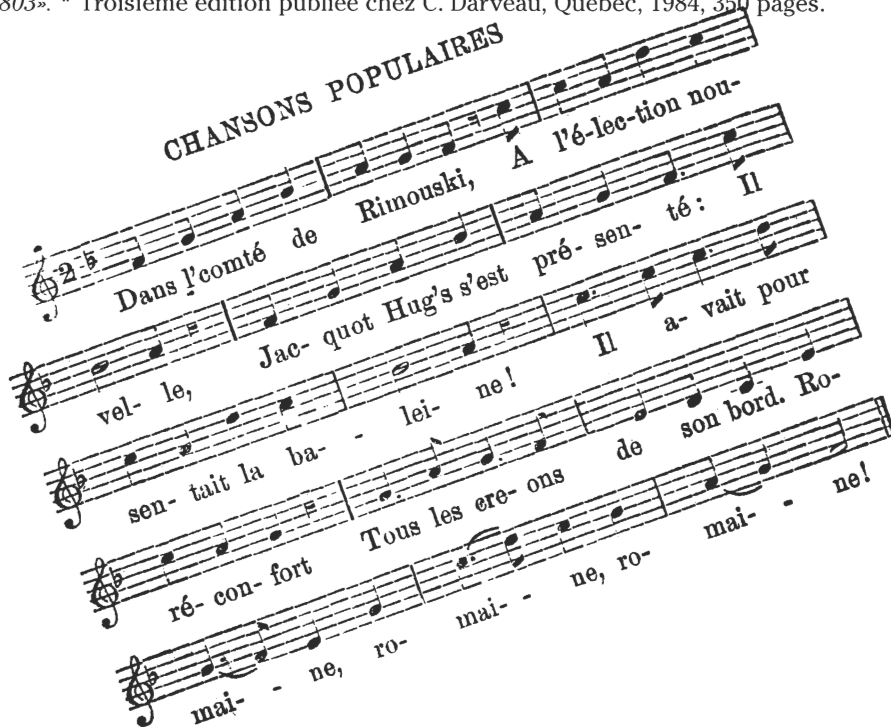
Jacquot Hugues n'est pas un être fictif; il a bien réellement existé, et vécu de longues années dans le comté de Rimouski, où il est mort, il y a une vingtaine d'années, sans laisser de postérité.

Il est bon de savoir que c'était un être bien original que ce Jacquot Hugues. Il était grand de taille, et, quoique Français de naissance, on l'appelait le Sauvage, à cause sans doute de son teint très basané, mais aussi à cause de ses allures excentriques et sa coutume de porter des mitasses, avec ornement en babiche.

Il lui arriva un jour de s'emparer d'une baleine. Après qu'il l'eut dépecée et qu'il en eut extrait l'huile et la graisse, ses voisins s'en vinrent chez lui pour se partager le résidu, les cretons, comme cela était d'usage; mais voilà mon Jacquot Hugues qui ne veut pas donner mais vendre ses cretons, et qui se met en frais de peser sa marchandise avec une romaine. C'en était bien assez pour se faire chanter; néanmoins la verve des rimeurs de l'endroit se contint pour le moment; mais lorsque, à quelque temps de là, on entendit dire que Jacques Hugues, le Sauvage, le vendeux de cretons, faisait des démarches pour se faire élire membre du parlement, toute digue fut rompue, et les couplets que l'on va lire volèrent de bouche en bouche, si bien que je les ai entendu chanter à plus de cent lieues de l'endroit où ils furent composés.

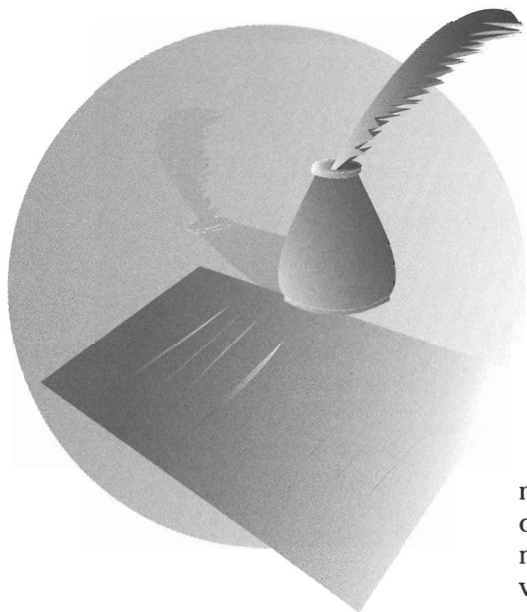
### Note

1 Extrait du volume de Ernest Gagnon intitulé *Chansons populaires au Canada* dont la première édition date de 1865. Dans l'édition de 1894\*, conservée à la bibliothèque de l'UQAR, on peut lire en page 271 "Jacquot Hugues" cette ancienne note manuscrite: «Jacques Hugue (sic) a été marguillier de la paroisse S. Germain de Rimouski en 1803». \* Troisième édition publiée chez C. Darveau, Québec, 1984, 350 pages.



## Nouvelles brèves

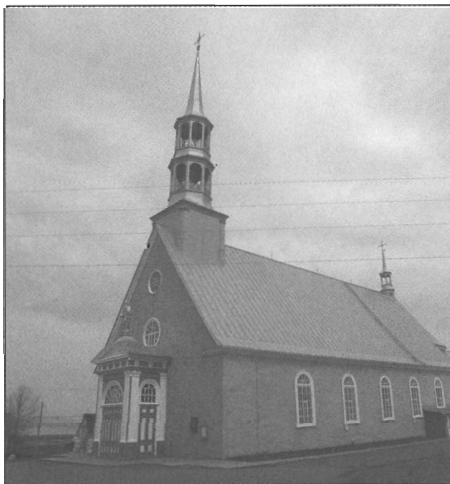
*Euchariste MORIN et Jean LARRIVÉE*



- Le deuxième numéro de la collection *Les Cahiers de L'Estuaire* vient de paraître. Il s'agit d'un ouvrage de Béatrice CHASSÉ intitulé *Rimouski et son île. Les seigneurs Lepage. L'île Saint-Barnabé* (101 pages) qui relate des événements survenus de 1696 à 1790. C'est pendant cette période que les seigneurs Lepage ont été actifs pour développer la seigneurie de Rimouski, appelée Saint-Barnabé à cette époque-là. (11,95\$ plus 2\$ pour les frais de poste). Quant au premier volume de la collection, il a été rédigé sous la direction d'Alexander Reford et s'intitule *Villégiature au Bas-Saint-Laurent: Métis-sur-Mer, Saint-Patrice et Cacouna. Summer communities along the St. Lawrence River: Metis Beach, St. Patrick and Cacouna*, 2002, 52 p. (10\$ plus 2\$ pour les frais postaux, faites votre chèque à l'ordre de la Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent).
- La Municipalité de Saint-Georges-de-Cacouna a produit un dépliant sur *Les randonnées du passé* qui présente deux circuits patrimoniaux (la petite et la grande randonnée) permettant aux marcheurs de découvrir les belles

maisons et édifices anciens. Au fil des pas, apparaîtront les hôtels, les maisons de ferme, les fournils, les villas, etc. Pourquoi ne pas vous y rendre cet été?

- Dans le 74<sup>e</sup> numéro de la revue d'histoire *Au pays de Matane*, Gabrielle Ouellet Lajoie raconte l'histoire des ancêtres et des descendants de Sylvain Ouellet qui arriva au Petit-Matane vers 1863. Un autre article porte sur l'itinéraire du prêtre matanais Jules Côté qui sillonna le diocèse de Rimouski.



- Le 14 août 2003, la ministre de la Culture et des Communications, M<sup>me</sup> Line Beauchamp, a émis un avis d'intention de classement pour l'église de Saint-André-de-Kamouraska et ses œuvres d'art. Cette église, construite de 1805 à 1811, est la plus ancienne du Bas-Saint-Laurent et témoigne d'une tradition

architecturale issue du Régime français.

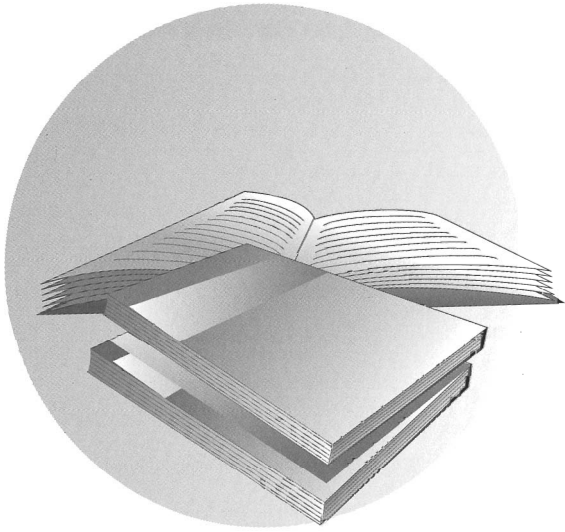
- La première phase du projet d'inventaire national des lieux de culte du Québec, amorcée en 2003, est maintenant terminée. Dans le Bas-Saint-Laurent, ce sont 163 lieux de culte construits avant 1975 qui ont été visités. La deuxième phase, qui a débuté en mars 2004, consiste à procéder à une évaluation et une hiérarchisation patrimoniale par région et au niveau national des bâtiments construits avant 1945. Les deux agents de recherche, Stéphane Pineault et Anik Bouchard-Vézina, poursuivent donc leur travail au sein de la Direction régionale du ministère de la Culture et des Communications. La Fondation du patrimoine religieux prévoit rendre accessible les données de l'inventaire sur son site Internet à partir de juin 2004 ([www.patrimoine-religieux.qc.ca](http://www.patrimoine-religieux.qc.ca)).
- La quatrième édition des Prix du patrimoine du Bas-Saint-Laurent a été lancée en avril 2004. Les gens ou les organismes ont jusqu'au 21 juin 2004 pour s'inscrire. La remise des prix aura lieu en septembre prochain dans la MRC de Témiscouata.
- Le Conseil des monuments et sites du Québec tiendra son assemblée générale annuelle à Rivière-du-Loup les 12 et 13 juin 2004. La Ville de Rivière-du-Loup a consenti, au

cours des dernières années, beaucoup d'efforts pour la protection et la mise en valeur de son patrimoine. Elle a d'ailleurs adopté une Politique du patrimoine en décembre 2002 et a obtenu le titre de Capitale culturelle du Canada en 2003

- Trois biens culturels ont récemment été protégés par des municipalités du Bas-Saint-Laurent en vertu des pouvoirs que leur confère la Loi sur les biens culturels. La Municipalité de Saint-Joseph-de-Kamouraska a constitué en site du patrimoine le noyau religieux de la paroisse. Outre l'église, construite en 1919, le site comprend le presbytère, le cimetière, une glacière et une ancienne grange à dîme. La Ville de Rivière-du-Loup a, quant à elle, créé un site du patrimoine dans le secteur du Vieux Saint-Patrice, site remarquable par la présence de somptueuses villas qui témoignent du développement de la villégiature dans notre région au XIX<sup>e</sup> siècle. La Ville de Rimouski a cité l'ancienne gare de Saint-Anaclet, maintenant relocalisée dans le secteur de Pointe-au-Père, alors que la Municipalité de Saint-Pacôme a cité le moulin Casgrain-Lévesque construit en 1840.



- La MRC de Rivière-du-Loup a adhéré en janvier 2004 au Réseau Villes et villages d'art et de patrimoine en procédant à l'engagement d'une animatrice culturelle, M<sup>me</sup> Mélanie Milot. Le réseau compte maintenant neuf membres dans le Bas-Saint-Laurent.
- Émilie Devoe, étudiante à l'UQAR au baccalauréat en *Histoire, pratiques et interventions culturelles*, a réalisé pour la Direction du Bas-Saint-Laurent du ministère de la Culture et des Communications en février 2004, une recherche sur les fours à chaux de la région dans le cadre de son stage de fin d'études.
- **Une louable suggestion...** Vous souhaitez contribuer financièrement à la diffusion des connaissances dans le domaine de notre histoire régionale? L'équipe de rédaction de la revue *L'Estuaire* accueillera avec reconnaissance tout legs (par voie testamentaire) ou don (de votre vivant) favorisant la poursuite de ses activités. Légalement, toute donation devrait être faite au nom de la Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent. À l'avance, nous vous remercions de votre générosité.



## Des livres à lire!



Jean-Charles Fortin et Paul Larocque, *Histoire des Îles-de-la-Madeleine*, Québec, Les Éditions de l'IQRC, 2003, 403 pages (Collection Les Régions du Québec no 15).

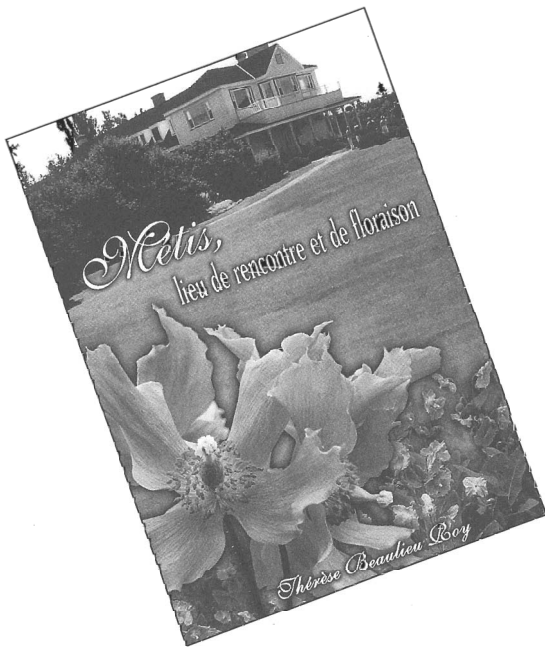
Avez-vous déjà visité des Îles-de-la-Madeleine? Le livre rédigé par Jean-Charles Fortin et Paul Larocque sur l'histoire de ce coin de pays vraiment unique et exceptionnel vous incitera sûrement à y retourner. Pour les Québécois qui n'ont pas eu l'occasion de s'y rendre, la lecture de ce bouquin favorisera le choix de cette destination lors de vos futures vacances.

Comme le soulignent les auteurs, les Îles-de-la-Madeleine représentent un milieu relativement isolé à quelque 200 kilomètres de Gaspé, au cœur du golfe Saint-Laurent. Cet isolement n'a pas empêché des pêcheurs français et anglais d'y faire des escales saisonnières pour pêcher la morue. Sans oublier les Américains, qui dès

1783, s'installèrent dans les anses pour apprêter et sécher leur poisson. Cette année-là, 35 équipages américains rôdaient autour des Îles. Des itinérants chassaient aussi les phoques et les morses, parfois avec trop d'intensité, ce qui a mené à l'extinction de morses vers 1799. Malgré l'éloignement du continent, des pionniers acadiens et quelques anglophones ont décidé de s'établir aux Îles-de-la-Madeleine. Les Madelinots ont dû être prévoyants et contourner leur isolement: «(...) aux Îles, l'hiver prend un sens différent, quand la prévoyance et l'entraide deviennent des conditions de survie, quand le baril de farine dont on aura besoin en avril doit déjà s'y trouver en novembre» (p. 355). Comme en bordure de l'estuaire du Saint-Laurent, ces établissements se sont effectués assez tardivement entre 1830 et 1870. Les effectifs madelinots sont peu élevés au début: 68 familles en 1809 et 195 en 1831 dont 20 familles anglophones pour un total de 1059 personnes. L'apogée démographique sera atteinte en 1986 avec 14 532 habitants. Durant plusieurs décennies la mortalité infantile et l'exode vers les villes ont ralenti le peuplement.

Au fil des pages du livre *Histoire des Îles-de-la-Madeleine*, agrémentées de nombreuses photographies dont plusieurs proviennent du Musée de la Mer, vous verrez la mer omniprésente, vous sentirez presque l'air salin du golfe Saint-Laurent qui nourrit les Madelinots depuis si longtemps. Mais les Îles sont fragiles: l'érosion, le vent, l'affluence des touristes depuis les années 1970 nécessitent la prise en compte d'un développement durable. Il faut protéger les différentes espèces. Le déclin récent de la morue nous le rappelle avec acuité. Les Madelinots sont inventifs. Une bonne gestion de l'économie locale sera la clé du succès: les stocks de homards, les mines de sel, les phoques, les PME, les coopératives, les emplois publics et parapublics et les retombées touristiques devraient fournir des emplois à plusieurs pendant des années.

**Jean LARRIVÉE**



Thérèse Beaulieu Roy, en collaboration avec Diane Vallée et Francine Dumais, *Métis, lieu de rencontre et de floraison*, Mont-Joli, Éditions Les Ateliers Plein Soleil inc, 2002, 144 pages.

Dans sa préface, la députée Danielle Doyer écrit que «*ce livre se veut la préservation de la tradition et du patrimoine historique et culturel régional*». Le premier chapitre nous offre un survol de l'histoire de la seigneurie et des différents propriétaires qui se sont succédés pour tenter de développer la région de la Mitis. L'exploitation des ressources naturelles telles l'agriculture, la pêche, la forêt, combinée aux bénéfices économiques de l'affluence touristique à Métis-sur-Mer, ont assuré par le passé des emplois aux Mitissiens.

Plusieurs éléments biographiques concernant Lord Mount Stephen et Elsie Reford constituent le deuxième chapitre. On y apprend comment ce magnat du

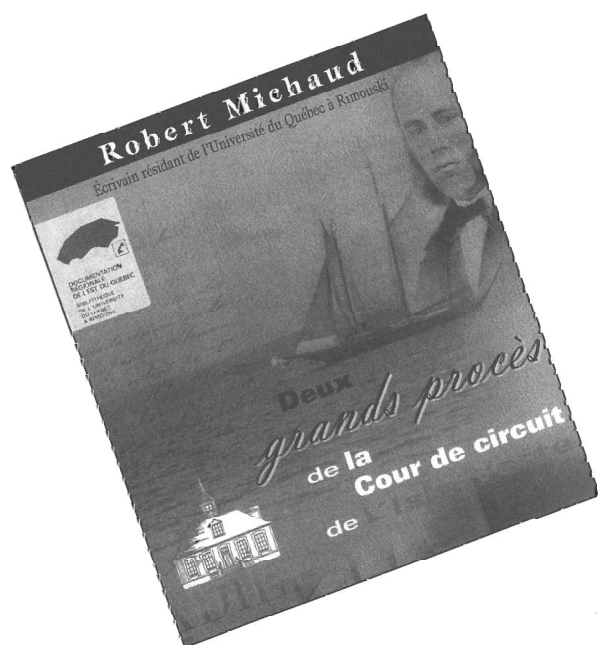
chemin de fer canadien s'est intéressé à la rivière Métis et y a fait construire son spacieux camp de pêche au saumon sur un domaine qui deviendrait par la suite un immense jardin sous les doigts habiles de sa nièce, Elsie Reford, qui y consacra plusieurs années de sa vie.

Les trois autres chapitres nous font visiter virtuellement les fameux Jardins de Métis, connus partout au Québec et même à l'étranger. Les amateurs et les férus de jardinage y trouveront des informations sur une multitude de plantes parfois très exotiques. En 1961, le gouvernement du Québec, à l'instigation de la Chambre de commerce de Mont-Joli, a fait l'acquisition de ce domaine floral et le développa pendant une trentaine d'années. Les Ateliers Plein Soleil qui assuraient l'animation de la villa Reford depuis 1973 se sont portés acquéreur des Jardins de Métis en juillet 1995, en s'associant avec les membres de la famille Reford pour former une nouvelle corporation appelée Les Amis des Jardins de Métis inc.

Une série de photographies complète les pages centrales de ce livre bilingue. La version anglaise débute immédiatement après ces pages iconographiques. Vous pouvez vous procurer cet ouvrage aux Ateliers Plein Soleil, 1564, boulevard Jacques-Cartier, Mont-Joli QC G5H 2V8 (tél.: 418-775-5080; courriel: [info@atelierspleinsoleil.com](mailto:info@atelierspleinsoleil.com)).

**Jean LARRIVÉE**





Robert Michaud, *Deux grands procès de la Cour de circuit de L'Isle-Verte*, Trois-Pistoles, Centre d'édition des Basques, 2003, 91 pages.

Toujours passionné de son village natal, Robert Michaud, dont l'écriture prolifique ne fait aucun doute, nous amène encore une fois à L'Isle-Verte pour nous raconter toutes les facettes de deux procès qui se sont tenus à la Cour de circuit de L'Isle-Verte. On se rappellera que le ministère de la Culture et des Communications a rénové, en 2001, ce bel édifice patrimonial qui prend place au cœur de cette municipalité. Le premier procès relaté par Robert Michaud concerne un différent au sujet de la goélette *Le Citoyen*. Nous sommes en 1865 et François-Xavier Rioux a loué ce bateau de Louis-Achille Bertrand pour faire le commerce du bois de chauffage.

Malheureusement *Le Citoyen* entre en collision avec un autre navire. Le locataire invoque alors que l'état un peu vétuste de la goélette *Le Citoyen* serait à l'origine de la collision. Quant au demandeur, il s'évertue à prouver le contraire. Plusieurs témoins sont appelés à la barre.


L'objet du deuxième procès nous apparaît, à notre époque, un peu loufoque. En 1890, un exemplaire du journal *Le Canadien* est dérobé au Bureau de poste de L'Isle-Verte. La rumeur veut que le coupable soit le notaire Charles-Arthur Gauvreau. Un jeune étudiant en droit de l'Université de Montréal qui a vent de l'affaire diffame le notaire Gauvreau dans deux importants journaux de l'époque (*La Minerve* et *Le Monde*). Tenant à sa réputation, le notaire intente une poursuite judiciaire contre le jeune étudiant.

Si vous désirez connaître la suite de ces deux procès, procurez-vous le livre de Robert Michaud qui, avec sa prose poétique, vous dévoilera les conclusions des juges...

**Jean LARRIVÉE**

**À l'UQAR,  
des formations variées  
pour des besoins différents**

**1 800 511-3382  
admission@uqar.qc.ca**

 **Université  
du Québec  
à Rimouski**

[www.uqar.qc.ca](http://www.uqar.qc.ca)



# Bienvenue



dans notre site Web et dans nos locaux!

Direction du Bas-Saint-Laurent  
Ministère de la Culture et des Communications  
337, rue Moreault, Rimouski  
Tél. : (418) 727-3650  
Courriel : drbsl@mcc.gouv.qc.ca  
www.mcc.gouv.qc.ca/region/01/

Culture  
et Communications

Québec  
Bas-Saint-Laurent



## CAMPAGNE DE FINANCEMENT 2004 Fondation de l'UQAR

**INVESTIR  
maintenant**  
DANS L'EXCELLENCE  
DANS NOTRE RÉGION  
DANS NOS PASSIONS



**Francis Belzile**  
(administration 1987)  
Professeur au département d'économie  
et de gestion de l'UQAR.  
Président de campagne  
auprès de la communauté universitaire

**Richard Dufour**  
Vice-président régional  
Bas-Saint-Laurent,  
Fédération des caisses Desjardins  
du Québec.  
Président de campagne  
auprès des entreprises

**Ginette Tremblay**  
(éducation 1985)  
Présidente, directrice générale Éditions l'Artichaut.  
Présidente de campagne  
auprès des diplômés.

### INVESTIR MAINTENANT

#### DANS L'EXCELLENCE

Parce que nos étudiantes et étudiants veulent devenir les meilleurs

#### DANS NOTRE RÉGION

Parce que l'UQAR contribue au développement  
économique et social de notre région

#### DANS NOS PASSIONS

Parce que nous sommes fiers de former les leaders de demain

Participez à la campagne de financement de la Fondation de l'UQAR  
Faites parvenir vos dons à la Fondation de l'UQAR,  
300, allée des Ursulines, Rimouski (Qc) G5L 3A1

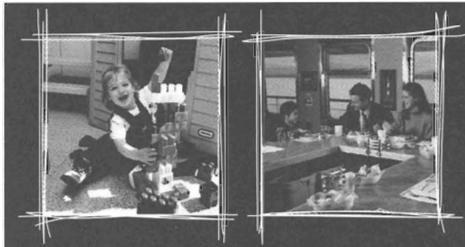


Fondation  
de l'Université du Québec  
à Rimouski

*Hydro-Québec  
est fière  
de contribuer  
à la préservation  
de notre mémoire collective.*

*Hommages  
à ses artisans!*





# TRAVERSE

## RIVIÈRE-DU-LOUP SAINT-SIMÉON

La **Traverse** Rivière-du-Loup/Saint-Siméon, c'est **65 minutes** en compagnie de véritables professionnels dans le confort et la sécurité.

De plus, le jardin d'enfants, le restaurant, les présentoirs libre service d'information touristique et la boutique de souvenirs font partie des multiples services offerts à bord du **N.M. Trans-Saint-Laurent**.

Capacité : 100 véhicules, 409 personnes;  
De 2 à 5 départs par jour, d'avril à janvier;  
Départs à heures fixes.

### INFORMATION:

Administration: (418) 862-9545

Tarifs: (418) 862-5094

Site internet: [www.travrdlistsim.com](http://www.travrdlistsim.com)



Comment utiliser cet horaire: Repérez:

1. Dans le calendrier, la date de votre départ et son symbole;
2. Dans la légende, l'endroit de votre départ et le symbole correspondant.

AVRIL	MAI	JUN	JUILLET	AOÛT
D L M M J V S	D L M M J V S	D L M M J V S	D L M M J V S	D L M M J V S
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31
SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER
D L M M J V S	D L M M J V S	D L M M J V S	D L M M J V S	D L M M J V S
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31
DÉPARTS DE RIVIÈRE-DU-LOUP				
■ 08h00 12h00 16h00	□ 08h00 11h15 14h45 18h00	● 07h00 10h15 13h45 17h15 20h30	● 08h00 13h15	○ 13h15
DÉPARTS DE SAINT-SIMÉON				
■ 09h30 14h00 17h30	□ 09h30 13h00 16h30 19h30	● 08h30 12h00 15h30 19h00 21h45	● 09h45 15h00	○ 15h00

